

le prolétaire

organe du parti communiste international

M 2414 - 414 - 5F

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du " socialisme dans un seul pays " et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire:
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire:
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un exempl.: 10FF, 40 FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un exempl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 414
Janvier-Février 1991
29^e année

Revoilà le cirque électoral !

Après une période de relâche de plus de trois ans (presqu'un record pour la France, pays des élections en permanence), le cirque électoral dresse à nouveau ses tréteaux et envoie ses bateleurs rameuter le public. Les élections régionales n'ont pas une importance extraordinaire à faire valoir aux yeux des électeurs, qui ont en temps normal déjà tendance à les boudier. Il est en effet difficile de faire croire qu'un changement de majorité au Conseil Régional peut changer grand chose à la vie quotidienne du citoyen moyen. Pour appâter l'électeur, les bonimenteurs ne peuvent tout de même pas dire que l'enjeu est le partage du fromage entre les différentes bandes bourgeoises!

Ils prétendent donc plutôt que ces élections permettent à l'électeur de "s'exprimer", de "sanctionner les socialistes"(Droite), de "s'opposer aux mesures anti-populaires du gouvernement"(PCF), de "faire barrage à Le Pen"(PS, ex-extrême gauche), de "faire entendre la voix des travailleurs et des petites gens"(LO), etc.

Il n'est pas faux de dire que ces élections pourront servir de "test". Elles serviront réellement de test pour les différents partis en montrant dans quelle mesure, leurs arguments, leurs efforts de propagande, ont la force de mobiliser l'électorat en dépit de l'expérience pratique de la trahison par tous ces politiciens de toutes leurs promesses électorales.

Elles serviront également de test de l'influence que conserve encore le rituel électoral sur la population, et avant tout sur une classe ouvrière qui ne cesse d'encaisser des coups sans espoir de voir enfin la fin du tunnel.

Le souci majeur des politiciens bourgeois de tout bord est en effet que le principal gagnant des élections soit le parti de l'abstention. Nombreux sont les travailleurs qui, écoeurés par les agissements des partis de gauche au gouvernement, ont plus que des doutes sur l'utilité de leur apporter à nouveau leur suffrage et sur l'intérêt même des élections. Or le bon fonctionnement de la démocratie bourgeoise requiert que soient intactes les illusions électorales.

Si les prolétaires ne croient plus aux vertus magiques du bulletin de vote, ils peuvent être tentés de "se faire entendre" non plus de cette façon inoffensive, mais de la seule façon qui compte vraiment, par la lutte ouverte sur le terrain de classe.

La bourgeoisie, au long de son histoire, n'a étendu le droit de vote à toute la population que lorsque le centre de décision de son Etat a commencé à se déplacer, du Parlement à la machine bureaucratique de l'appareil étatique; c'est-à-dire lorsque le Parlement est de plus en plus devenu une coquille vide, un moulin à paroles destinées à éblouir les travailleurs. Et elle a tout de suite compris que l'espoir d'une victoire électorale était chez les ouvriers la meilleure antidote à la révolution violente.

Depuis cette époque la bourgeoisie a constamment perfectionné son cirque électoral et elle a réussi, grâce à l'irremplaçable action du réformisme pseudo-socialiste et pseudo-communiste, à inculquer profondément dans la

(Suite en page 3)

DANS CE NUMERO :

- L'Impérialisme et l'Algérie
- Russie: thérapie de choc
- Moyen-Orient: la paix de l'ordre impérialiste
- Textes du Parti Communiste International.
- "Dictature prolétarienne et parti de classe"
- Correspondance
- Pologne : la démocratie à l'oeuvre
- Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde
- La boussole de la LCR

ALGERIE

Seule la lutte de la classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois !

L'intermède démocratique a donc pris fin, comme il avait commencé, sur décision des plus hautes instances de l'Etat et tout particulièrement de l'état-major de l'armée.

Le processus démocratique va continuer, disait Sid Ahmed Ghazali en prenant cet été la tête du gouvernement; et il promettait des élections " libres et honnêtes ". Mais le résultat des votes n'étant pas conforme aux prévisions, ces élections sont annulées; l'ancien chef du " parti de la

Les généraux-major et les bourgeois affairistes algériens ont une nouvelle fois démontré que l'essence de l'Etat bourgeois se réduit à des détachements d'hommes en armes (Engels), et que démocratique ou non, le régime capitaliste n'est rien d'autre que la dictature de la bourgeoisie (Lénine).

Le gouvernement Chadli-Ghozali a répondu à la recherche sinon d'un compromis en bonne et due forme, du moins d'un *modus vivendi* avec le Front Islamique du Salut. Chadli avait refusé la dissolution du FIS demandée par certains militaires; après l'arrestation de sa direction Madani, le pouvoir avait tenté sans succès de faire émerger une direction modérée du mouvement islamiste. Ghazali avait tenté de se distancier des caciques du FLN et il avait multiplié les avances aux démocrates. Cependant les autorités ont joué dans ces élections la carte du FLN, seul rempart possible au FIS et au danger intégriste.

Le tremblement de terre du premier tour des élections a fait s'effondrer tous les calculs politiques élaborés par le pouvoir. Même sa loi électorale s'est retournée contre lui! Avec à peine un quart des inscrits, le FIS avait déjà presque la majorité des sièges, le FLN en récoltait moins que le FFS et les démocrates connaissaient une véritable déroute: FIS: 3.200.000 voix (24,5% des inscrits), 188 sièges; FLN: 1.600.000 voix (12%), 15 sièges; FFS: 510.000 voix (3,9%), 25 sièges; aucun autre parti n'avait eu d'élus.

révolution socialiste ", soudainement tiré de son exil et promu à la tête de l'Etat bourgeois pour défendre ceux qu'il critiquait hier, décrète l'état d'urgence pour un an " au moins ".

Mais le processus démocratique continue et les libertés individuelles sont maintenues, assure Boudiaf - à condition de ne pas s'opposer au Haut Comité d'Etat, de ne pas troubler l'ordre public, de ne pas porter atteinte à l'économie nationale par des grèves, etc.

La leçon de ces élections est limpide: une fraction importante des électeurs, principalement parmi les couches les plus défavorisées de la population, s'est prononcée en faveur du parti que le FLN désignait comme son pire adversaire, en faveur du seul parti qui ne proposait pas de simples réformes ou des replâtrages démocratiques, mais un bouleversement radical de la société. La force du FIS tient à ce qu'il se présente comme le parti des exclus et des opprimés, en opposition frontale aux "voleurs" et aux "corrompus" de la classe dirigeante. En votant pour le FIS les électeurs ont d'abord voulu manifester leur hostilité au régime en place depuis l'indépendance bien plus que leur adhésion consciente à une république islamique dont le FIS se garde bien de préciser les traits.

D'autre part une partie importante des électeurs n'a pas participé à la farce électorale, puisque les abstentions ont atteint 41% (pour 47,18% d'exprimés et 11,8% de bulletins nuls). L'augmentation des abstentions depuis le scrutin précédent des municipales est probablement à mettre au compte des déçus du FIS (les éléments islamistes les plus radicaux, opposés à la participation électorale et partisans de "l'Etat islamique sans vote" étant peut-être l'expression d'une frange de ceux-ci), car le FIS a perdu plus d'un million de voix d'un scrutin à l'autre. Phénomène politique récent en tant qu'organisation de masse, le FIS a pu pourtant résister aux coups reçus lors de l'instauration de l'état de siège l'été

dernier, au désenchantement relatif causé par sa gestion des municipalités. A la surprise des autorités, il a su préserver et mobiliser l'essentiel de son électorat populaire, après qu'il ait décidé de participer aux élections.

C'est que solidement appuyé sur les innombrables mosquées construites avec la bénédiction d'un pouvoir qui n'a cessé de diffuser au sein des masses l'opium religieux pour prévenir les mouvements de lutte, le FIS a également pu constituer des réseaux d'entraide sociale apportant aux plus démunis un secours sans doute guère mirobolant, mais appréciable face à l'incurie ou à l'indifférence de l'Etat. Et dans le cadre de sa recherche d'un compromis avec le mouvement islamiste, le gouvernement n'avait pas voulu toucher à cet aspect ni couper le FIS des mosquées. Ces réseaux religieux représentent en fait un puissant facteur de contrôle social et donc de maintien de l'ordre dans un pays qui n'a pas eu les moyens d'installer les amortisseurs politiques et sociaux en action dans les pays capitalistes développés. Le FIS lui-même n'a cessé de faire des offres de service à la bourgeoisie en assurant qu'il était le seul à pouvoir empêcher l'émeute et le chaos.

Mais dans la situation économique et sociale tendue qui est celle de l'Algérie aujourd'hui (selon les statistiques officielles de l'ONS, près du quart de la population active serait au chômage et

(Suite en page 2)

L'Europe après Maastricht: des illusions à la réalité

Quelle est la portée réelle de la Conférence des chefs d'Etat tenue à Maastricht au début du mois de décembre? Présentée comme un sommet crucial, dont l'échec aurait pu faire capoter la "construction européenne" pour une génération, elle a été finalement saluée comme une victoire décisive pour l'union politique de l'Europe.

La vérité est plus prosaïque car en fait rien d'irréversible, dans un sens ou dans l'autre, n'a eu lieu lors de cette réunion. Les compromis et les marchandages autour de la table des négociations ont pu éviter que les divergences d'intérêt et les contradictions entre capitalismes nationaux ne torpillent ce "cartel d'Etats" qu'est en fait la Communauté européenne au moment de son renforcement annoncé. Même si Delors et la "commission de Bruxelles" ont estimé que le compromis final n'est pas tenable, il reste qu'il n'y a pas eu rupture: c'est donc un succès...

Mais les discours qui se voulaient lyriques sur l'union et la solidarité toujours grandissants des Etats participants, ils ont été démentis pratiquement dès le lendemain par l'amère réalité.

En effet quelques jours à peine après la fin du sommet, l'Allemagne décidait unilatéralement de relever ses taux d'intérêt, à la grande fureur de ses partenaires obligés de suivre le mouvement (et donc de risquer d'enfoncer encore un peu plus leur économie dans la récession) pour défendre leur monnaie contre le Mark. Quelques semaines plus tard, c'était le gouvernement français qui contrevenait à son tour à l'esprit, sinon à la lettre, des accords européens en constituant, sur la base de Thomson et du C.E.A. une compagnie électronique géante, capable, avec l'aide de l'Etat, de rivaliser avec la Siemens allemande...

Au plan politique, les prétentions unitaristes se sont révélées encore plus illusoire qu'au plan économique. Peu après Maastricht en effet, l'Allemagne mettait fin à l'apparente politique européenne commune dans la question yougoslave - question qui était vue par tous comme un test de la capacité des 12 à élaborer une politique extérieure commune - en décidant de reconnaître la Croatie et la Slovénie. Les autres Etats, et surtout la France et la Grande-Bretagne, ne purent que se résigner à la reconnaissance

des républiques sécessionnistes et donc à la liquidation de la Yougoslavie. La disparition de cet Etat, créé au départ pour faire pièce à l'influence germanique dans les Balkans après l'écroulement de l'empire austro-hongrois, va inévitablement entraîner l'accroissement du poids économique et politique de l'Allemagne dans la région. Les nouvelles républiques "indépendantes", dépourvues de véritable viabilité, ne pourront en effet trouver une planche de salut qu'en se satellisant autour de leur principal partenaire économique occidental, l'Allemagne, étant donné l'éclipse russe.

Et les journaux qui un mois auparavant chantaient les louanges des accords unitaires de Maastricht, ont commencé à se lamenter du retour de la "question allemande". C'est ainsi que le quotidien "Le Monde", après avoir rappelé une citation de Bismarck ("j'entends le mot Europe dans la bouche de ceux qui pensent autre chose et n'osent pas parler des intérêts nationaux"), écrit: "L'affaire yougoslave pourrait en tout cas laisser penser que l'Allemagne n'accepte plus l'in-

(Suite en page 3)

Algérie: Seule la lutte de la classe prolétarienne pourra mettre fin à la misère et à l'exploitation en abattant le capitalisme et l'Etat bourgeois !

(Suite de la page 1)

l'activité économique est en baisse tandis que les prix flambent), le FIS doit absolument montrer à ses partisans sa capacité à apporter des améliorations rapides et réelles à leur sort; sinon il sera débordé par les plus impatients qui le traitent déjà de "pompier" et critiquent ses atermoiements. C'est la raison pour laquelle le compromis entre le FIS et le pouvoir a été si difficile à trouver et n'a finalement pas eu lieu.

Après le premier tour des élections, les négociations discrètes entre le FIS et la Présidence paraissent pouvoir déboucher sur un accord. Le FIS aurait renoncé à demander la démission de Chadli et reporté tout changement constitutionnel jusqu'aux élections présidentielles. Mais les exigences du FIS - et en particulier, semble-t-il, les changements demandés à la tête de l'armée - ont été jugées inacceptables par les secteurs décisifs du pouvoir: l'accord en passe d'être conclu avec le FIS a été refusé, son artisan (Chadli, dont l'influente femme s'était déjà mise au voile islamique) démissionné, les élections annulées, le parlement secrètement dissous *a posteriori* (pour écarter son président, proche des islamistes): le coup d'Etat a lieu; mais ce serait un coup d'Etat "constitutionnel" et, comme le dit Cheysson, l'armée algérienne aurait "sauvé la démocratie" en supprimant les élections...

Quel marxiste aurait pu rêver meilleure démonstration que les élections ne sont qu'une farce, la démocratie un camouflage de la dictature de classe de la bourgeoisie, et l'Etat l'instrument et l'ultime rempart de cette dictature?

Dès que furent connus les résultats du premier tour, les démocrates, étonnés par les électeurs, appelèrent à l'annulation des élections, alors que le FFS, dopé par son succès se voyait comme le recours et le garant de la démocratie. Son mot d'ordre était: ni dictature, ni Etat islamique; ni FIS, ni FLN - ce qui lui aurait permis de s'allier avec les uns ou avec les autres selon les cas, comme l'ont démontré ses discussions ultérieures avec le FIS et avec le FLN...

Les démocrates ont reçu avec soulagement l'annonce du coup d'Etat, mais les prolétaires, eux, ne peuvent se réjouir.

D'abord bien sûr, parce que ce sont leurs fils ou leurs frères qui tombent par dizaines dans les quartiers populaires sous les balles des sauveteurs casqués de la démocratie.

Ensuite parce que ce régime ne peut en aucune façon constituer une protection contre les tendances réactionnaires prêtées au seul FIS, alors qu'elles émanent en fait de tout le système bourgeois algérien. Qui a consacré officiellement le statut d'infériorité sociale de la femme, sinon le très réactionnaire code de la famille instauré par le régime? Qui a fait de l'Islam religion d'Etat, sinon ce même régime? Et qui a voulu embrigader la classe ouvrière dans un syndicat d'Etat sinon toujours ce régime du FLN?

Enfin parce qu'au delà des islamistes proprement dit, ce sont les masses laborieuses et exploitées qui sont la cible du tour de vis qui s'annonce derrière l'état d'urgence. D'après "Libération" (15/1/92): "Pour justifier leur "coup d'Etat constitutionnel", les dirigeants algériens n'évoquent pas la démocratie en danger (argument à destination des gogos-NdlR), ils parlent chiffres. La victoire du FIS, disent-ils (...) risquait avant tout de ruiner 2 ans d'efforts économiques. Et pour rassurer les investisseurs étrangers, ils font valoir qu'à l'ombre des chars, les mêmes pilotes restent aux commandes. Mardi les éditoriaux de la presse gouvernementale annonçaient que désormais les impératifs de développement économique prendraient le pas sur ceux de la démocratisation".

Il n'y a donc aucune illusion à se faire sur ce Haut Comité d'Etat, qui ne peut absolument pas être une quelconque digue contre le "fascisme islamiste". Ce n'est pas par hasard que le Recteur de la Mosquée de Paris a été nommé comme un des 5 membres du HCE ou que Boudiaf prête serment sur le Coran. En affirmant que la politique doit sortir des mosquées, les autorités veulent dire que les religieux ne doivent

pas critiquer la politique du pouvoir et que seul celui-ci a le droit de se servir de la religion.

La parenthèse démocratique refermée pour cause de trop fortes tensions sociales, la perspective pour l'ordre bourgeois est bien celle d'une dictature militaro-islamique (1). L'aspect "modéré", "civilisé", du HCE n'a duré que quelques jours. Sans véritable projet, ni perspective crédible, le "nouveau" régime a montré son véritable visage: celui de la terreur policière, de la violence aveugle, de la répression et de l'occupation militaire des quartiers populaires, avant même la disparition des dernières fictions démocratiques avec l'instauration de l'état d'urgence.

Affaibli par les arrestations, désarçonné par la politique du pouvoir, le FIS n'a plus d'autre perspective à court terme que de comptabiliser à son profit les victimes des échauffourées qu'il ne peut plus contrôler. Son désarroi peut se mesurer au fait qu'il a cru bon de faire parvenir à l'Ambassade de France un message de remerciements après les quelques mots de Mitterrand sur la poursuite du processus électoral en Algérie; un de ses leit-motifs était pourtant la dénonciation de la France et de ses ingérences dans la politique intérieure algérienne...

Le FIS n'a jamais été le parti subversif que décrivait ses adversaires; il était tout sauf préparé à passer à l'action clandestine et illégale, malgré les prêches enflammés des matamores des mosquées. Les jeunes révoltés des quartiers populaires devront en tirer la leçon que ce n'est pas avec un tel parti qu'on peut vaincre l'Etat bourgeois, même si dans l'immédiat la répression étatique aura pour effet d'éviter qu'apparaisse la fracture entre le FIS et sa base parmi les masses exploitées.

Le prolétariat algérien a montré qu'il était capable de mener les luttes les plus dures, y compris dans la période la plus répressive du régime et sous le colonialisme. Mais politiquement désarmé, il se trouve coincé entre les illusions réactionnaires des islamistes, qui se sont brisées à deux reprises sur la force brutale de l'Etat, et le soutien à cet Etat bourgeois où voudraient l'entraîner bonzes syndicaux, faux communistes et démocrates. Pour repousser cette alternative aux termes également désastreux, il lui faudrait se placer sur des positions authentiquement et exclusivement de classe. Et alors, seule classe vraiment révolutionnaire, le prolétariat pourrait entraîner, derrière lui, toutes les couches opprimées, toutes les masses en voie de prolétarianisation séduites par les islamistes, à l'assaut de l'Etat bourgeois. Et à ce moment, islamistes, démocrates et socialistes nationaux, s'uniraient pour tenter désespérément de s'opposer à la remise en cause de l'ordre bourgeois.

Les obstacles que doit surmonter le prolétariat algérien pour s'emparer des armes que sont les positions de classe, le programme communiste et le parti qui sait les employer dans les batailles politiques et sociales, sont nombreux, comme ils le sont pour les prolétaires du monde entier.

Mais les prolétaires d'Algérie ont à affronter en plus toute une série d'obstacles tenant aux conditions socio-historiques du pays; un des plus importants est le poids du souvenir de la grande lutte contre le colonialisme menée en commun - et sous leur direction - avec les forces bourgeoises et petites-bourgeoises. Les dirigeants du pays le savent bien, qui sont allés exhumer un Boudiaf de son exil pour le placer à la tête du HCE. Ce souvenir, incarné en traditions politiques, qui nourrit le "frontisme" particulièrement virulent dans le pays, est aussi le souvenir que les prolétaires algériens n'ont pas rencontré de l'autre côté de la Méditerranée la solidarité de classe qu'ils étaient en droit d'attendre et qui leur aurait peut-être permis de se dégager de l'étreinte bourgeoise. C'est là un facteur objectif, qui, ajouté à la paralysie actuelle de la classe ouvrière française, à sa lenteur à se mobiliser pour ses frères de classe immigrés, est un frein puissant à l'accession du prolétariat algérien à la conscience de classe.

A l'inverse la condamnation du "fanatisme islamique" sert en France à entraîner la méfiance vis-à-vis des travailleurs immigrés arabes, à accroître la division, donc la paralysie de la classe

ouvrière. Les bourgeois craignent que les troubles en Algérie entraînent des troubles en France, parce qu'ils savent ou qu'ils devinent que les classes ouvrières ont potentiellement, grâce au trait d'union vivant de l'immigration, la possibilité de s'unir dans un combat commun contre le capitalisme.

Cette perspective qui effraie les bourgeois et les réactionnaires des deux rives, c'est celle de la renaissance de la lutte de classe et de l'internationalisme prolétarien, c'est celle de la recon-

stitution du parti communiste mondial,

C'est cette perspective qui doit guider les révolutionnaires et les prolétaires conscients, pour laquelle ils doivent travailler, en solidarité avec leurs frères de classe d'outre-Méditerranée, sachant que c'est l'évolution du monde capitaliste qui mine la domination bourgeoise et annonce l'ère des grandes batailles entre les classes.

15 février 1992

(1) voir "Le Prolétaire" no 411

L'impérialisme et l'Algérie

A la suite d'une déclaration de Mitterrand sur la nécessité de la poursuite du processus démocratique en Algérie, une grande partie de la presse d'Alger dénonce le "soutien" de la France aux islamistes; certains journaux prétendent même que la France pousse à la guerre civile en Algérie pour pouvoir mettre la main sur les gisements de pétrole...

Cette campagne a pour but de retourner contre le FIS l'accusation d'être le "parti de la France" que ce dernier lançait contre le FLN et les démocrates. Elle s'appuie sur les remerciements du FIS à l'ambassade de France après les déclarations de Mitterrand, sur les contacts pris par le gouvernement français avec le FIS après le premier tour des élections; selon des informations qui n'ont pas été démenties, le gouvernement iranien, en veine d'amabilités pour Paris s'était même proposé de convaincre les islamistes algériens de respecter les intérêts français!

L'impérialisme français n'a en fait guère d'enthousiasme pour une venue au pouvoir du FIS en raison de sa rhétorique anti-française, et aussi parce qu'il est soupçonné d'être partiellement l'otage des masses qu'il mobilise. L'impérialisme tricolore a surtout la hantise de l'éclatement d'une guerre civile en Algérie, non seulement parce que des troubles aussi violents mettraient en grand péril ses intérêts dans ce pays, mais également parce que la contagion s'étendrait inévitablement aux autres pays du Maghreb, et que le climat politique et social interne en France même serait affecté en raison de la présence de prolétaires d'origine algérienne au sein de la classe ouvrière.

Contre ce péril, l'impérialisme français soutiendra toujours le parti le plus à même de garantir l'ordre bourgeois en Algérie, et renforcera une double politique de répression et d'intégration (intégration aux mécanismes de la paix sociale) à l'égard des travailleurs immigrés.

Les bourgeois français éprouvent bien de la sympathie pour les démocrates algériens; ils ouvrent largement leurs radios et leurs télévisions à Aït-Ahmed (FFS) ou au Docteur Saadi (RCD). Leur préférence va au FLN, avec qui ils font des affaires depuis 30 ans, et plutôt au clan Hamrouche (l'ancien Premier Ministre) qu'à celui de Ghazali, trop sensible aux arguments des concurrents italiens. Mais si les islamistes sont les seuls capables d'empêcher l'explosion sociale, alors va pour les islamistes!

Le gouvernement français semble hésiter à appuyer trop ouvertement le "nouveau" pouvoir algérien, comme s'il n'était pas convaincu de sa solidité. Le gouvernement américain, dont l'ambassade à Alger avait ouvertement soutenu le coup d'Etat, s'est cru ensuite obligé de la contredire, à cause des réticences françaises et italiennes. Selon "Le Monde", le gouvernement français s'est livré à un "véritable bras de fer" avec les autorités algériennes pour contraindre Tedjini Haddam, membre du Haut Comité d'Etat, à démissionner de son poste de Recteur de la Mosquée de Paris, poste influent s'il en est parmi la communauté islamique de France.

Plus important, le prêt de 1,5 milliards de dollars, vital pour l'économie algérienne asphyxiée par le remboursement de ses dettes, prêt dont le "chef de file" est le Crédit Lyonnais, est en panne depuis le coup d'Etat, officiellement à la suite du retrait de banques américaines. Le 15 janvier le Parlement Européen a gelé un ensemble de prêts et d'aides non remboursables à destination de l'Algérie d'un montant de 450 millions de dollars, "tant que la situation politique ne sera pas claire". Un prêt du FMI a été également suspendu. Les impérialismes français et occidentaux voleraient-ils ainsi au secours du FIS, qui a appelé les pays étrangers à ne plus investir en Algérie, ni à lui accorder des prêts?

Selon un diplomate européen interviewé par "Libération" (15/2) à la veille de l'adoption par la CEE d'une attitude commune vis-à-vis de l'Algérie: "les algériens ne nous donnent aucun point de repère économique à ce stade. C'est un

terrain incertain". La nature de ces incertitudes nous est révélée par "Marchés Tropicaux et Méditerranéens"(24/1):

"Ces différents organismes attendent l'application par l'Algérie des "conditionnalités" prévues: suspension des subventions pour les produits de base, limitation du déficit budgétaire, assainissement financier des entreprises publiques déficitaires, relèvement substantiel, enfin, des taux d'intérêt, actuellement négatifs par rapport à l'inflation. Autant de mesures qui se traduiraient notamment par de fortes compressions de personnels dans les administrations et le secteur public, et qu'il semble difficile de prendre actuellement sans risquer une explosion sociale".

Ce n'est donc pas l'amour de la "démocratie" qui pousse tout ce beau monde; l'impérialisme fait pression sur le pouvoir algérien pour qu'il fasse avaler la pilule aux masses, tout en évitant "l'explosion sociale", d'une façon ou d'une autre. Boudiaf a beau rappeler son ambassadeur en France, il faudra bien céder aux exigences impérialistes et sans doute céder des gisements pétroliers en gage de nouveaux prêts.

Le prolétariat français doit se dresser contre les agissements de "sa" bourgeoisie dont la domination ne peut être que plus pesante chaque fois qu'elle arrive à s'engraisser davantage de la sueur de nouveaux prolétaires. Les classes ouvrières de France et d'Algérie ont le même ennemi, le système capitaliste mondial, l'impérialisme et les bourgeoisies nationales. Mais vivant dans un pays capitaliste dominant, les prolétaires de France ont au premier chef la responsabilité de tendre une main fraternelle aux prolétaires d'Algérie. Cette tâche internationaliste est également un besoin de la lutte prolétarienne immédiate, le besoin d'unir les rangs ouvriers contre les attaques bourgeoises. Les bourgeois se servent des événements d'Algérie pour essayer d'aggraver les divisions dans la classe ouvrière et renforcer le contrôle de l'immigration, en même temps qu'ils veulent augmenter leurs possibilités d'exploitation des prolétaires algériens. Le prolétariat français doit y répondre par la lutte contre le contrôle de l'immigration, contre toutes les discriminations envers les travailleurs immigrés, pour l'égalité des droits; il doit y répondre par le retour à la lutte de classe et à l'internationalisme prolétarien.

A BAS L'IMPERIALISME! A BAS LE CAPITALISME!
VIVE LA SOLIDARITE DE CLASSE INTERNATIONALE!

CORRESPONDANCE:

POUR LA FRANCE : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
POUR LA SUISSE : Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne
POUR L'ITALIE : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926 . Directeur - gérant : Dessus. Versements: timbres poste, mandat ou chèque à l'ordre de : Dessus. Abonnement au prolétaire: 50 FF / 200FB / 30 FS / 15000 Li. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. "Programme Communiste" (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / € 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et CDN: \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / € 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et CDN: us\$ 35. "Il Comunista", le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. "El Programa Comunista", le numéro: 400 Pts / 250 Ecs. / America latina: US \$ 0,5 / USA et CDN: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Kre. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et CDN: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. IMPRIME PAR NOS SOINS

L'Europe après Maastricht: des illusions à la réalité

(Suite de la page 1)

tégration européenne conçue comme une garantie contre sa puissance potentielle. La "question allemande" va redevenir, plus que jamais, la priorité de la politique européenne... et française"(1).

Evidemment, les bourgeois allemands seraient tout aussi fondés à parler d'une "question française"; et la phrase de Bismarck imprudemment citée par l'organe officieux des milieux gouvernementaux français vaut bien davantage pour Paris que pour Berlin. "Le Monde" admet lui-même que l'intégration européenne est conçue par les bourgeois français comme une "garantie contre" (autrement dit un moyen d'empêcher) "la puissance potentielle" allemande. Et lorsque de potentielle, cette puissance commence à devenir effective, ce sont les "intérêts nationaux" du capitalisme français qui se sentent menacés, discours unitaires européens ou pas.

Les marxistes ont toujours refusé toute réalité à la perspective de l'unité européenne. Lorsqu'au cours de la première guerre mondiale, certains socialistes crurent pouvoir avancer le mot d'ordre des "Etats-Unis d'Europe" comme un slogan à opposer aux nationalismes guerriers des bourgeoisies européennes, Lénine leur répondit sévèrement que ce mot d'ordre était non seulement irréalisable, mais réactionnaire.

Irréalizable, parce que l'unification d'Etats bourgeois est un processus qui ne peut être réalisé que par la force; il faut que l'un des Etats soit suffisamment puissant pour soumettre les autres, briser leurs appareils étatiques et neutraliser leurs intérêts divergents. L'unification allemande a eu besoin de la brutalité de la Prusse pour surmonter les particularismes des petits Etats allemands; l'unification de l'Europe, avec ses puissants Etats multi-séculaires et ses bourgeoisies rapaces, ne pourrait être obtenue que par la guerre contre les résistances "internes" comme contre les résistances "externes" des autres puissances impérialistes. La bourgeoisie n'est plus une classe révolutionnaire ni progressiste comme à l'époque des révolutions anti-féodales où elle était capable, sinon de susciter, du moins de diriger ou de prendre appui sur les masses populaires en mouvement, pour renverser l'Ancien régime et bâtir de nouveaux Etats par la fusion ou l'absorption d'anciennes nationalités.

Aujourd'hui elle redoute plus que tout de susciter un mouvement des larges masses car le risque serait trop grand qu'il se polarise sur l'antagonisme de classe qui caractérise la société bourgeoise et qu'il débouche donc sur la réapparition de la **lutte prolétarienne de classe**. L'évolution des rapports entre les Etats ne peut donc être déterminée que par les rapports de force et les marchandages inter-bourgeois dans une jungle économique et politique où aucune bourgeoisie n'abandonnera volontairement son principal instrument de puissance et même de survie - son Etat national.

Reactionnaire, parce que si par impossible cette unification se réalisait, elle signifierait la formation d'un super-impérialisme. Lénine écrit dans l'article consacré à cette question:

d'accords temporaires entre capitalistes et autres puissances. C'est dans ce sens que l'on peut concevoir les Etats-Unis d'Europe, comme une convention entre capitalistes européens (...) sur une politique commune pour écraser le socialisme en Europe, pour conserver les colonies dont on s'est emparé par brigandage contre les entreprises du Japon et de l'Amérique. (...) Les Etats-Unis d'Europe ne seraient qu'une organisation de réaction pour retarder le trop rapide progrès de l'Amérique"(2).

La formation d'un Etat européen supranational se heurterait de front à l'impérialisme américain: il n'est qu'à voir les efforts américains pour que l'OTAN, dirigée par eux, reste le seul garant de la "sécurité" en Europe, et leur opposition à toute velléité d'indépendance militaire de leurs chers alliés européens; les bourgeois savent bien que sans force militaire un Etat n'existe pas. Un tel Etat européen hypothétique serait un nouveau super-gendarme du monde, écrasant sous son talon de fer, aussi bien les populations déshéritées des pays "périphériques", que le prolétariat européen lui-même, en raison de la puissance décuplée qu'il donnerait à la bourgeoisie du continent. Et si les bourgeoisies d'Europe aiment à se considérer comme les meilleurs représentants de la civilisation, les marxistes ne doivent pas oublier qu'elles ont toujours donné les plus terribles exemples de bestialité contre-révolutionnaire et de sauvagerie pour défendre leurs intérêts.

Il est donc exclu pour les révolutionnaires marxistes de croire à la possibilité d'une unité des Etats bourgeois d'Europe, et pire encore de soutenir ou de voir un progrès dans cette perspective. C'est la raison pour laquelle par exemple nous dénonçons comme une opération propagandiste bourgeois-

se les élections européennes et comme d'incurables et dangereux opportunistes les partis prétendus "d'extrême gauche" qui participent à cette mascarade.

Mais nous ne croyons pas davantage que les "Etats-Unis socialistes d'Europe" soient la perspective obligatoire de la révolution prolétarienne internationale. Cette perspective ou ce mot d'ordre aurait le grave inconvénient de négliger le fait que la tâche internationale la plus aiguë pour les prolétaires d'Europe de l'ouest est la solidarité et l'union avec leurs camarades de travail non-européens ainsi qu'avec les travailleurs des pays dominés par "leurs" bourgeoisies. C'est par les liens qui pourront et devront être ainsi forgés que la révolution pourra demain franchir les "frontières" européennes quel que soit le côté par rapport à celles-ci où elle éclatera d'abord. La révolution prolétarienne fera disparaître les frontières en faisant sauter les Etats bourgeois; elle appellera à la révolte les prolétaires du monde entier. La configuration et l'extension géographique du pouvoir prolétarien ne seront pas une donnée stable, mais dépendront de l'évolution de la révolution mondiale, des aléas de la guerre civile internationale. Tout ce qu'il est possible de dire aujourd'hui, c'est que les régions du monde économiquement très liées entre elles connaîtront en même temps et avec une force comparable l'ébranlement révolutionnaire. En déduire des configurations d'un futur Etat prolétarien ne peut venir à l'esprit que de gens ignorant tout de ce qu'est la révolution.

La perspective de l'unité européenne n'est donc pour le prolétariat, comme nous l'avons écrit, que mensonge et diversion. L'ennemi principal reste l'Etat bourgeois national, que tous les partis de l'échiquier politique bourgeois défendent, même si PCF et Front National hurlent devant les "abandons de souveraineté" impliqués selon eux par les accords européens. Le nationalisme, l'esprit de supériorité chauvine vis-à-vis des prolétaires étrangers, constamment alimentés par tous les appareils de propagande bourgeois et entretenus au sein de la classe par les organisations réformistes est un des plus grands facteurs de la paralysie du prolétariat. Les révolutionnaires marxistes ne peuvent donc avoir aucune sympathie pour les positions nationalistes contre l'Europe professées en France, surtout par les faux communistes et l'extrême droite.

Ces positions expriment les intérêts des secteurs les moins compétitifs du capitalisme, de certaines couches de la petite ou moyenne bourgeoisie qui redoutent une concurrence accrue lors de l'ouverture du "grand marché".

En effet, si l'unité politique européenne est un mythe, les efforts des Etats ouest-européens pour construire une zone économique particulière leur permettant de résister à la concurrence du Japon et de l'Amérique, eux, sont bien réels. La suppression des barrières douanières (tarifaires ou non tarifaires), la libre circulation des marchandises, la création d'une zone monétaire unifiée, vont réellement créer un "grand marché"; celui-ci constituera une zone économique relativement à l'abri des aléas de l'économie mondiale (la "forteresse Europe"); mais aussi en intensifiant les flux économiques internes, il débouchera sur une reprise de la croissance des économies des Etats membres: c'est du moins ce qu'espèrent ses promoteurs. Le grand marché donnera un coup de fouet à l'accumulation et à la concentration capitalistes, en accélérant un processus déjà largement entamé. Le revers de la médaille est que ce processus et plus généralement l'accroissement de la concurrence sur ce grand marché, entraîneront la disparition des entreprises les moins performantes, ainsi que des secteurs économiques les plus parasites: c'est là la base objective de l'opposition réactionnaire de couches de la petite et de la moyenne bourgeoisie aux progrès de l'accumulation capitaliste.

Les organisations politiques et syndicales de la collaboration des classes s'emploient de leur côté à mettre la classe ouvrière inquiète de la dégradation de ses conditions de vie et de travail, à la remorque de cette opposition réactionnaire: opposé congénitalement aux positions classistes, l'opportuniste collaborationniste ne peut que se tourner vers la position bourgeoise qui paraît défendre le statu quo ante; cela correspond aux souhaits de sa base, l'aristocratie ouvrière, qui n'est pas si mécontente de sa situation relativement meilleure que le reste de la classe et redoute tout bouleversement social ou économique qui mettrait cette situation en péril.

Il n'y a pas d'autre cause à la similitude de positions entre le PCF et le FN, c'est-à-dire entre l'organisation contre-révolutionnaire de l'aristocratie ouvrière et l'organisation d'extrême droite du petit patronat et de la petite bourgeoisie.

La "construction européenne", le grand marché, provoquent et provoqueront un ac-

croissement de l'exploitation capitaliste et une dégradation générale de la situation de la classe ouvrière. Les bourgeois européens le savent et c'est pourquoi les plus intelligents - ou les plus inquiets, comme les français - insistent sur le **volet social** qui doit selon eux accompagner le grand marché, alors que, plus sûrs d'eux, les bourgeois anglais trouvent trop coûteux ces anesthésiques de la classe ouvrière. Cependant dans les faits la Communauté Européenne pratique depuis longtemps une politique d'atténuation des chocs économiques et sociaux qui vient en sus de la politique "sociale" des Etats membres. Et le souci commun est bien que demain l'Europe du chômage ne se transforme en Europe de la lutte prolétarienne. Les grandes inquiétudes très médiatisées sur un possible déferlement de travailleurs immigrés ont évidemment une fonction idéologique de développement du chauvinisme et donc de division de la classe ouvrière; elles servent à renforcer la pression sur la fraction immigrée de la classe ouvrière pour garantir sa soumission par l'intimidation et la terreur, à défaut de l'obtenir par une mesongère intégration; mais elles reflètent également la crainte d'une **déstabilisation** des relations sociales sous les coups des ravages de la crise économique à l'Est ou au Sud. Les bourgeois européens auront beau masser leurs flics aux frontières et dresser la population contre les travailleurs non-européens, ils ne pourront toujours empêcher les ravages de la crise économique sur leurs propres économies et la renaissance de la lutte de classe.

Dans tous les pays de la Communauté européenne, la bourgeoisie s'y prépare donc déjà en renforçant et modernisant ses moyens de police, principalement pour l'instant au niveau de la collaboration intercommunautaire; mais le problème de savoir comment agir pour maintenir l'ordre au-delà des frontières, dans l'Est européen, est aussi au centre des préoccupations. Sur le plan politique il est possible de voir se développer partout une extrême droite porteuse de solutions autoritaires et répressives et "en réaction" une alliance démocratique inter-classiste dans laquelle on cherche à entraîner la classe ouvrière: les bourgeoisies

d'Europe ressortent tout naturellement la vieille alternative truquée **démocratie-totalitarisme, fascisme - antifascisme**, qui lui a déjà servi tant de fois à duper le prolétariat, à lui faire renoncer à sa lutte de classe indépendante pour se soumettre à la domination des "bons" bourgeois par peur des "méchants".

Les accords européens s'inscrivent dans une situation où les centres capitalistes les plus puissants cherchent à s'organiser en "blocs": au bloc européen ont répondu la constitution d'un bloc américain (accords de libre échange entre Canada, Etats-Unis et Mexique), la tentative de création d'un bloc asiatique, et des tentatives de moindre portée dans d'autres régions du monde; cette recomposition du paysage capitaliste mondial provoqué par la crise économique, voit au contraire la disparition d'anciens blocs plus faibles (URSS et Europe de l'Est), destinés donc à passer sous la domination des uns ou des autres. La configuration actuelle n'est en rien définitive ou figée: malgré Maastricht l'avenir des accords européens reste incertain.

Mais une chose est sûre: la période qui vient est lourde de menaces pour le prolétariat, en Europe et hors d'Europe parce que le capitalisme ne peut résister à sa crise qu'en écrasant encore davantage les prolétaires. Mais si le prolétariat trouve dans les attaques qu'il subit la force de rompre avec les orientations bourgeoises et la collaboration de classes, l'énergie pour retrouver la voie de la **lutte de classe**, anticollaborationniste, antiréformiste, antidémocratique, la voie de la révolution communiste, alors cette période sera riche d'espoirs et de possibilités pour l'émancipation de l'humanité.

NON AU NATIONALISME ! NON AUX DISCRIMINATIONS ! NON A L'EUROPE DES FLICS ET DU CHOMAGE ! VIVE L'UNION ANTI-CAPITALISTE DU PROLETARIAT MONDIAL !

(1) "Le retour de la question allemande", in "Le Monde" 22-23/12/91.

(2) Lénine, "A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe", Oeuvres, tome 24.

Revoilà le cirque électoral !

(Suite de la page 1)

classe ouvrière le réflexe électoral et les illusions légalistes, pacifistes et démocratiques. Avec son bulletin de vote, chaque électeur peut influencer sur l'Etat-au-service-des-citoyens; la voix du prolétaire chômeur a autant de poids que celle du banquier capitaliste: tel est l'in vraisemblable mensonge que la bourgeoisie a réussi à faire croire pour dissimuler que l'Etat est toujours un **Etat de classe**, une implacable machine élaborée pour être au service des intérêts exclusifs de la domination bourgeoise. Bien entendu, la force de la propagande n'aurait jamais suffi à elle seule à donner consistance à ce mensonge si l'Etat ne jouait pas aussi un rôle d'**amortisseur social** par l'intermédiaire de ses institutions sociales qui paraissent être au-dessus des classes, et par les possibilités de clientélisme qu'il donne aux partis réformistes.

Cependant les dix ans de gestion de gauche de la société ont vu s'éroder beaucoup de ces amortisseurs sociaux, faisant s'estomper une partie des illusions qu'ils suscitaient.

Le désenchantement avait d'abord frappé le PCF, parce que c'était le parti qui promettait le plus, et qui a donc "trahi" le plus ouvertement ses électeurs. Mais le fait saillant des derniers mois est la désaffection accélérée envers le PS. Les socialistes avaient cru habile l'an dernier de nommer un gouvernement aux allures un peu plus "de gauche": mais le gouvernement Cresson n'a fait que révéler avec encore plus de clarté la différence béante entre les discours et la réalité d'une politique toujours aussi anti-ouvrière. La dernière carte du PS est celle du rassemblement contre Le Pen. La manifestation du 25 janvier organisée dans ce but a montré la difficulté du PS à s'imposer dans la rue (l'ex-dirigeant de la LCR Weber, responsable de cette stratégie anti-FN du PS après l'avoir été à la Ligue dans les années soixante-dix, a surestimé les possibilités militantes du PS). Il est probable que le PS va se contenter à l'avenir de mener une campagne médiatique et laisser ses relais sur le terrain (SOS-racisme, MRAP, etc.), avec les gauchistes, détourner contre le FN le mécontentement suscité par la situation sociale et par sa politique; il sait que ces manifestations apportent de l'eau à son moulin et qu'il pourra les capitaliser politiquement.

L'usure des réformistes, l'usure des élections électoralistes est encore très loin de se traduire en termes d'intérêt envers les positions révolutionnaires. Le dégoût des politiciens alimente plutôt le dégoût de toute politique et le repli individualiste. L'affaiblissement de ses gardes-fous de gauche est cependant un problème sérieux posé à la bourgeoisie, qui devrait la pousser à renvoyer le PS se refaire une santé dans une cure d'opposition afin qu'il soit prêt à revenir servir l'ordre bourgeois avec des forces neuves. Dans la situation

actuelle, les tentatives de constituer un nouveau parti réformiste (Refondations, Reconstructeurs, etc., sans parler des tentatives trotskystes) avec des débris des anciens, sont vouées à l'échec. Seuls les écologistes peuvent présenter une perspective neuve, mais ils n'ont guère de possibilités, ni d'envies, d'étendre leur impact au-delà de leur clientèle de classes moyennes.

Les abstentions vont être massives aux prochaines élections - et cela ne peut que nous réjouir.

Mais la distance est encore longue entre le refus de la politique bourgeoise et la compréhension du besoin de la **politique révolutionnaire**, entre l'abstention aux élections et la compréhension que la seule voie véritable pour changer son sort est la lutte pour la destruction de l'Etat bourgeois, entre le sain dégoût envers les politiciens et la mobilisation pour la lutte révolutionnaire effective.

Aux militants communistes de travailler, sans se décourager, pour raccourcir, autant que faire se peut, cette distance!

DANS LE PROCHAIN NUMERO DU "PROLETAIRE"

(No 415, Mars-Avril 1992)

-Avec la désagrégation de l'URSS, commence une nouvelle répartition du marché mondial
-Capitalisme, agriculture, environnement (II)

IL COMUNISTA No 29 / Novembre 1992 Nell' interno

-Noi comunisti, noi "catastrophisti" !
-Yugoslavia : Solidarietà e unità di tutti i proletari contro le forze borghesi democratiche, nazionaliste o fasciste !
-Il "comunismo" dei padroni si chiama CAPITALISMO
-Stati Uniti : Dalla crisi economica alle febbri guerriere
-Capitalismo, agricoltura, ambiente (II)
-Sul filo del tempo. "Stregoneria della rendita fondaria"

THERAPIE DE CHOC EN RUSSIE

La situation de crise économique à l'Est (ex-URSS et ex-pays satellites) n'a cessé de s'aggraver au cours des derniers mois. Et le pire est encore à venir, selon toutes les analyses. Le premier décembre la Commission économique de l'ONU pour l'Europe a rendu public son rapport sur la situation des pays de l'Est. "Le déclin de la production en Europe de l'Est et en Union Soviétique est maintenant si important qu'il deviendrait approprié de parler de dépression" (allusion à la "grande dépression" des années 30), écrit la Commission, qui estime ces baisses de production pour 1991 à 9% pour l'URSS et à 19,5% pour l'ensemble des autres pays de l'Est. La Commission préconise la mise en application d'un "nouveau plan Marshall" pour ces pays pour parer à ces difficultés.

La Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement partage le même point de vue; son président, Jacques Attali, déclarait fin décembre: "L'Europe de l'Est et l'Union soviétique font face à une récession pire que celle qu'a connue le monde occidental dans les années 30. "Toujours au mois de décembre, l'OCDE estimait les baisses de production pour l'année écoulée à 12,5% pour l'URSS et à 9,8% pour les 5 autres pays de l'ex-Pacte de Varsovie (CAEM): "L'effondrement du commerce intra-CAEM est un élément majeur expliquant, du moins à très court terme, la chute de la production dans tous les pays de la région, supérieure en moyenne à 10% en 1991. Mais d'autres facteurs ont aussi joué un grand rôle. Dans le cas de l'URSS, les carences de la production associées à la compression des importations (...) ne constituent que l'un des aspects du processus général caractérisé par la désintégration économique des républiques, la rupture des circuits traditionnels de distribution et la plongée dans l'hyper-inflation du fait de l'effondrement des mécanismes de contrôle monétaire et budgétaire" ("Perspectives économiques de l'OCDE" n°50).

Sans développer ici notre analyse des événements à l'Est, il est cependant nécessaire de corriger les affirmations de l'OCDE en rappelant 1) que la crise économique a éclaté dans les pays satellites avant la rupture du commerce intra-CAEM; 2) que cette crise économique a eu les effets politiques que l'on sait, et notamment la dissolution du Pacte de Varsovie et chute des échanges commerciaux intra-CAEM; 3) que cette chute a été au moins un des facteurs déclenchants de la crise économique maintenue jusque là par divers moyens à un "état rampant" en URSS même. L'éclatement dans toute sa virulence de la crise économique provoque à son tour la crise politique et le déraillement du processus gorbatchévien de réforme contrôlée.

Il est alors possible de comprendre l'enchaînement réel entre les crises économiques et les crises politiques - qui retentissent elles-mêmes sur la situation économique.

Les experts et les politiciens bourgeois occidentaux craignent que la crise économique entraîne des troubles sociaux. La Commission de l'ONU écrit: "il semble probable que le mécontentement social s'accroît en 1992 et que dans certains pays il y aura une pression croissante pour atténuer ou abandonner le processus de réformes". L'OCDE, dans son style impavidement inimitable estime que: "la situation macro-économique d'ensemble de la région, relativement encourageante, soulève deux questions connexes: combien de temps la cohésion sociale pourra-t-elle être maintenue malgré la baisse continue de la production, et comment les actions entreprises par les pays engagés dans la voie de la réforme pourraient-elles être mieux conçues (...)"; sur ce dernier point, la situation de l'URSS, selon l'OCDE était encore pire car sa production décroît en l'absence même de toute "réforme cohérente". Le secrétaire d'Etat allemand aux finances estimait début décembre qu'il était urgent que l'Ouest arrête une stratégie commune pour prévenir un désastre en Union Soviétique; les occidentaux auraient été notamment avertis que les soldes des militaires risquaient de ne plus pouvoir être payés à partir du mois de janvier; "nous vivons sur une poudrière. Pourtant personne ne s'en préoccupe suffisamment. (...) Ce qui se passe en Union Soviétique peut se transformer en un désastre qui rendrait insignifiant tout le reste"(1).

Nous pourrions multiplier les citations; la crainte de troubles sociaux - habilement exploitée par les responsables ex-soviétiques - a conduit les occidentaux à fournir une "aide d'urgence", non à toutes les Républiques, mais à la plus importante, la Russie. Et en Russie cette fameuse aide concerne essentiellement les grands centres européens; le responsable de la Commission russe pour l'Aide Humanitaire explique: "l'Occident a peur d'une explosion sociale en Russie et il dit: "nous allons vous dire où est-ce que cela risque le plus d'arriver". La Communauté Européenne a décidé que cela va arriver à Moscou et à Saint-Petersbourg, et donc c'est là qu'ils envoient l'aide humanitaire"(2). Cette explication est confirmée par les déclarations de Michael Emerson, le représentant de la mission humanitaire de la CEE: "S'il y a un mécontentement social à Moscou et à Saint-Petersbourg, ce sera un gros

problème. Si ça se passe dans des régions plus petites, le danger sera moins grand pour le gouvernement"(3); mais notre humanitaire admet qu'en fait la situation de la population est pire dans d'autres régions et il "espère" que quelque chose pourra être fait à ce propos...

Cette aide humanitaire est donc **politique** en fait, comme le reconnaît d'ailleurs en partie Emerson dans cet interview: il s'agit de soutenir le gouvernement Eltsine dans l'application de la "thérapie de choc" élaborée par les conseillers américains, en évitant dans la mesure du possible des ruptures d'approvisionnement. L'aide "humanitaire" doit également aider à réguler les nouveaux mécanismes de la distribution. C'est ainsi que cette aide, venue de produits "surexcédentaires, encombrant les entrepôts européens depuis vingt ans" (poudre de lait) (4) est **vendue au prix fort** aux consommateurs russes. Une représentante de la CEE reconnaît: "c'est vrai que nous avons un problème d'image (sic!); vendre l'aide alimentaire est une chose mal comprise par la population russe (re-sic!)", mais le but humanitaire est de "soutenir la libéralisation des prix et activer les mécanismes du marché. Nous avons fait une moyenne haute entre les prix de l'Etat, qui ne représentent rien, et ceux du marché libre", spéculatifs.

Les représentants de la CEE ont donc décidé d'un prix élevé: 56 roubles le kg de beurre (qui constitue l'essentiel de l'aide), soit l'équivalent d'environ 5 jours de salaire pour des retraités ou pensionnés! Etonnez-vous qu'il y ait un "problème d'image"...

Ce prix inclut une marge de 25% pour les détaillants et l'opération devrait constituer une "leçon de capitalisme élémentaire pour les directeurs d'épicerie". Il semble pourtant que ce sont les margoulinistes russes qui donnent une leçon aux fonctionnaires européens car ces derniers auraient le plus grand mal à recouvrer le prix de la vente de l'aide...

Pour terminer avec cette question de l'aide il faut mentionner le bras de fer entre européens et américains: ces derniers ont essayé et réussi en partie à devenir les coordonnateurs de cette "aide", et donc les principaux bénéficiaires de l'influence politique qu'elle donne sur les Républiques de l'ex-URSS: il n'est qu'à voir les emprassements de Eltsine auprès de Bush; et cela alors que ce sont les européens qui fournissent l'essentiel de cette aide (Allemagne: 60%, Italie: 10,5%, USA: 8,7%, Japon: 6%, Aide de la CEE: 6%, France: 4%, etc.) : les américains ont donné une leçon d'impérialisme élémentaire aux européens!

La "thérapie de choc" mise en oeuvre par le gouvernement Eltsine - Gaidar se traduit essentiellement par la "libération des prix", ce que lui reprochent ses détracteurs; ces derniers soutiennent qu'il aurait fallu d'abord réaliser une privatisation générale de l'économie, briser les monopoles, afin que la concurrence entre entreprises freine les hausses des prix.

En effet la libéralisation des prix a été justifiée par le gouvernement par l'argument qu'elle ferait réapparaître les marchandises tout en faisant disparaître les hausses spéculatives existant antérieurement sur le marché libre (marché noir ou marché "kolkhosien") et qu'elle inciterait les entreprises à produire davantage.

Plus d'un mois après cette libération des prix, les ex-soviétiques peuvent constater qu'il n'y a pas plus de marchandises dans les magasins et que les prix sur le marché libre flambent eux aussi. Faut-il parler d'échec des réformes?

Seuls peuvent parler d'échec ceux qui avaient pris pour argent comptant la propagande officielle. Le premier objectif de la libéralisation des prix est en fait le même que la forte augmentation des prix décidés en 1991 par le gouvernement Pavlov: faire passer une grande partie du revenu des salariés dans les caisses des entreprises et de l'Etat; autrement dit, **diminuer le salaire réel des prolétaires pour restaurer le taux de profit de l'économie**. Déjà à l'époque du gouvernement "conservateur" Pavlov, les économistes soviétiques se plaignaient du "relâchement de la discipline monétaire" qui nourrissait le "laxisme" des patrons d'entreprise, accordant trop facilement des augmentations de salaire. Les hausses des prix ont pour but de reprendre à la classe ouvrière les gains conquis sur la lancée des grandes grèves des mineurs de 1990 et d'accroître de façon très importante le **taux d'exploitation** des travailleurs, de façon à **dégoûter** les capitaux nécessaires à l'investissement productif et de façon que cet investissement devienne ou redevienne **rentable**.

Le 26 octobre Gaidar qui venait d'être choisi pour diriger la réforme économique dans le futur gouvernement, attaquait une loi d'indexation des pensions, des retraités et des bas salaires sur les prix, comme une cause d'hyper-inflation et une cause d'un "délai de deux ans supplémentaires pour stabiliser l'économie": freiner la chute des salaires, c'est freiner la "stabilisation" de l'économie selon les lois du capital à l'Est ou à l'Ouest(5). Dans une interview fin janvier, le même Gaidar, devenu vice-Premier Ministre (Eltsine cumulant les postes de

Président et de Premier Ministre), répondait cyniquement à la question: "Comment les gens peuvent supporter les hausses des prix?": "Les prix augmentent uniquement parce que les gens - pris dans leur ensemble - ont de l'argent à dépenser. Il faut cependant se préoccuper de protéger les plus pauvres - comme les pensionnés - qui dépensent déjà tout leur revenu. Nous avons fait tout ce que nous pouvions pour protéger ces groupes. Depuis le 1er janvier la pension de base les allocations pour enfants et le salaire minimum ont été augmentés de 90%. C'est moins que la hausse des prix, mais une augmentation plus forte aurait été irresponsable. Les pensions ne peuvent pas être payées en imprimant des billets de banque, comme c'est arrivé l'an dernier. Toute mesure sociale plus généreuse devra dépendre de l'assistance étrangère"... Si Gaidar ne veut pas imprimer de la monnaie de singe, il pourrait distribuer des "tickets de rationnement" ou, comme aux Etats-Unis, des "bons de nourriture" pour les plus pauvres. Mais ce que veulent les économistes, c'est pressurer au maximum les travailleurs, quitte à **affamer** littéralement les couches les plus déshéritées, tout en évitant que "les salaires augmentent encore, et (que) nous nous retrouvions dans une désastreuse spirale prix-salaires"(6). Le supplément économique des Nouvelles de Moscou écrit que: "contrairement à ce qu'affirment les sceptiques, le nouveau plan des réformes en Russie existe bel et bien. Mais il y a de fortes raisons de la cacher au public"; ce scénario de la réforme économique élaboré par l'équipe de Gaidar explique sans fards que "les programmes de stabilisation n'ont pas pour but d'augmenter la production, ni d'élever le bien-être de la population, mais uniquement d'y préparer le système économique. L'effet de la stabilisation ne se mesure pas au changement du niveau de vie ni au nombre d'entreprises qui font faillite, mais à la capacité du pouvoir de la mener à bien en tous points". Hélas, reconnaît le journal, "la chose essentielle qui, à toutes les époques, empêche de mettre en oeuvre ce programme assez simple, pour ne pas dire primitif, c'est la mauvaise volonté de la population qui ne veut pas s'inspirer des intérêts élevés liés à l'assainissement de l'économie, et accepter la dégradation du standard de vie"(7).

Le scénario se termine ainsi: "Si la montée des prix s'arrête en janvier 1994 et si la construction de logements augmente considérablement au printemps 94, nous pourrions croire que le programme du gouvernement est entièrement accompli, son but principal étant atteint: le propriétaire-investisseur est apparu (...)"

La quasi-absence d'une bourgeoisie privée capable d'investir dans l'économie empêche la réalisation des projets de privatisation; il est certes possible de donner un magasin à ses employés, ou de vendre une petite entreprise à un nouveau riche; mais il coulera de l'eau sous les ponts avant qu'apparaissent des capitalistes privés qui puissent prendre en charge les grandes entreprises. Comme le recours aux investisseurs étrangers restera limité et n'intéressera probablement que le secteur des matières premières et de l'énergie, c'est à l'Etat qu'incombent la tâche socialement et politiquement explosive de baisser le niveau de vie de la population, de liquider les entreprises les moins rentables (en termes marxistes: **dévaloriser le capital en excédent**), d'investir dans les secteurs profitables pour y accroître la productivité (**intensifier l'exploitation capitaliste**).

D'ores et déjà les prix ont en moyenne augmenté de 300 à 350% en un mois de libéralisation des prix. Selon le Goskomstat (service de statistiques d'Etat) le prix par mois et par personne des biens de première nécessité est passé de 340 à 1300 Roubles, alors que le salaire moyen est de 800 à 1000 Roubles par mois dans le pays (le revenu moyen étant de 1800 Roubles à Moscou), les revenus les plus bas à la campagne étant de 400 à 500 Roubles (8). Le journal de la nouvelle bourgeoisie, "Nevzavissimaya Gazeta", a calculé qu'avant même la libéralisation des prix, en raison de la forte inflation qui existait déjà auparavant, le niveau de vie moyen en Russie était descendu au niveau de 1946 (9).

La "grande accumulation" a donc repris son "sinistre chemin", faisant selon certaines estimations(10) basculer 90% de la population dans la pauvreté: pour se redonner un souffle de vie, le capitalisme exagère de toutes les Russies, écrasé par le poids de son propre développement, doit sucer ses prolétaires jusqu'à la dernière goutte de sang; il doit extorquer jusqu'au dernier rouble, non pour faire apparaître le "propriétaire-investisseur" (mirage de destination des petits-bourgeois), mais pour satisfaire les gigantesques besoins en capitaux d'une économie hypertrophiée où pendant longtemps le spectre de la **surproduction** a pu être artificiellement refoulé. Mais aujourd'hui le premier producteur mondial de pétrole risque de manquer d'essence, un des premiers producteurs mondiaux de céréales n'arrive plus à nourrir sa population, le premier producteur mondial de chaussures n'arrive pas à la chausser, le

premier producteur mondial de tracteurs n'arrive plus à équiper son agriculture, le premier producteur mondial d'acier croule sous le métal...

L'URSS produisait **trop** d'acier, **trop** de ciment, **trop** de tracteurs, **trop** de blé, etc., non par rapport aux besoins de la population qui souffrait de la sous-consommation ou de la pénurie décrite par des centaines d'ouvrages, mais par rapport aux besoins de rentabilité du capital.

Selon "M.N. Business"(11), "les crises périodiques sur le marché des marchandises qui éclataient en moyenne tous les 15 à 20 ans dans l'économie soviétique (qui a dit que l'URSS ne connaissait ni marché ni crises économiques? - NdlR) étaient éteintes par des méthodes fiscales. Il en a été ainsi en 1947 et 1961. Pavlov a voulu faire la même chose, d'abord en 82, puis en 88 mais n'a réussi son coup qu'en avril 91"; ces méthodes fiscales avaient pour but de relever le taux de profit des entreprises. Elles permettaient d'éviter que la crise éclate sous la forme brutale de la chute de la production et des faillites d'entreprise comme lors des crises de 1929 ou de 1975 en occident. Et dans les pays capitalistes développés de l'Ouest, les crises ont été également sinon effacées, du moins très fortement atténuées grâce à l'intervention de l'Etat dans l'économie et l'utilisation de toutes les mesures dites "anti-cycliques", au cours de la période qui va pratiquement de la fin de la guerre à 1975. A partir de ce moment les crises périodiques réapparaissent avec beaucoup plus de force à l'Ouest; mais elles sont suivies de reprises économiques, après que les crises aient malgré tout accompli leur oeuvre bénéfique de saignée des forces productives, jusqu'à la crise suivante.

En URSS, l'Etat a continué à refouler la crise, bien qu'avec une difficulté croissante, en particulier grâce aux ressources tirées de ses ventes de pétrole. Le tarissement de ces ressources et les premières mesures timides de libéralisation de l'économie ont fait que de rampante, la crise est devenue virulente, et d'autant plus virulente qu'elle avait été plus longtemps contenue.

Pour y faire face, pour stopper la **chute de la production**, Pavlov avait décrété au printemps 91 ses fameuses hausses des prix. La hausse consécutive du bénéfice des entreprises après impôt avait été de 86% (12). Mais cette hausse des bénéfices n'a pas suffi à arrêter la chute de la production; le moyen des méthodes uniquement "fiscales" était devenu impuissant à surmonter la crise. Le gouvernement soviétique d'alors était politiquement trop faible pour asséner la "thérapie de choc" requise par le capital, c'est-à-dire les coups de gourdin à la classe ouvrière et aussi les coups de hache contre les secteurs les moins rentables de l'économie. La liquidation du vieux "centre" politico-administratif, la désagrégation de l'ensemble soviétique, créent les conditions favorables pour tailler dans les branches mortes de l'économie cramponnées à l'administration étatique, ainsi que pour se débarrasser des structures de l'appareil d'Etat qui entravent l'activité économique(13).

La victime de cette thérapie est le prolétariat, bien avant les couches intermédiaires en voie de prolétarianisation qui peuvent au moins espérer tirer leur épingle du jeu en se reconverissant dans les trafics en tout genre et qui trouvent une expression politique dans les partis conservateurs stalino-fascisants.

C'est pourquoi cette thérapie doit prendre la forme d'un choc brutal qui met K.O. la classe ouvrière et l'empêche de réagir, à l'exemple de ce qu'a réussi la bourgeoisie polonaise.

Jusqu'ici la méthode semble réussir également sur les territoires de l'ancienne Union Soviétique. Les réactions les plus violentes ont été les émeutes d'Ouzbékistan les 16-17 janvier à l'initiative des étudiants; les manifestants ont attaqué des magasins tandis que la répression faisait plusieurs morts. Le gouvernement a été contraint de baisser certains prix et d'augmenter les bourses des étudiants. A Stavropol - la ville de Gorbatchev - la foule brisa des vitrines et obtint des réductions de prix de la viande; à Vladimir les manifestants obtinrent la réduction des prix du lait (le lait est un des produits dont le prix reste "contrôlé", mais à tout de même fortement augmenté), de 6 Roubles le litre à 1,2 Roubles. Des résultats similaires ont été obtenus à Nijni-Novgorod (ex-Gorki) et à Kirov. Il faut préciser que le gouvernement a habilement laissé la responsabilité des hausses des prix de détail aux autorités locales, évidemment pour éviter des mouvements de colère généralisés.

La presse internationale n'a pas reporté de réactions ouvrières, à part quelques jours de grèves aérées en lieu de lieu du bassin minier de Karaganda (Kazakhstan) ainsi que dans le Kouzbass(14). Les organisations indépendantes des mineurs, qui avaient appelé à soutenir Eltsine et qui sont tombées aux mains de démocrates autogestionnaires, font leur possible pour éviter les grèves en rejetant la cause des difficultés sur les anciens

(Suite en page 8)

Moyen-Orient : La paix de l'ordre impérialiste

Avec la guerre contre l'Irak, l'impérialisme américain, accompagné pour cette occasion par tous ceux dont les intérêts y trouvaient leur compte, c'est-à-dire principalement la France, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie et le Japon, a prouvé que la défense de ses intérêts à l'échelle du globe ne se limiterait plus seulement à l'exercice de sa domination économique et financière, ni ne se limiterait à quelques interventions militaires de police, telles que les interventions à Grenade, au Panama, en Lybie ou à fournir de l'aide à la Contra et aux résistants Afghans, mais **qu'elle passait dorénavant par l'usage sans limite** de sa force militaire. La défense des intérêts stratégiques de l'Amérique au Moyen-Orient, c'est-à-dire la défense d'un impérialisme dominant sur le monde entier mais qui doit affronter la plus sérieuse et profonde des crises économique et financière, passe en effet par la mise au pas et le contrôle plus strict de toutes les régions vitales du globe. Le Moyen-Orient, dont le pétrole est l'élément vital pour tout l'équilibre de l'économie capitaliste mondiale, est donc particulièrement exposé aux "attentions" de l'impérialisme.

Toutes les interventions de l'impérialisme dans la région, même sur les questions particulières ou locales, ne prennent comme thèmes la défense de la démocratie (voir le cas du Koweït aujourd'hui retourné à sa vieille tradition féodale!), le respect de la souveraineté nationale, le combat pour les droits de l'homme, la lutte contre l'intégrisme religieux, que comme paravent pour la défense de ses intérêts généraux et pour masquer au prolétariat international la vraie nature de son intervention et de la démocratie.

La guerre contre l'Irak est restée locale, mais avait pour raison la défense d'intérêts internationaux de l'impérialisme, et l'Irak n'est pas le seul point chaud de la région ni le seul problème posé par les déséquilibres sociaux, politiques, économiques grandissants que provoque la crise capitaliste mondiale. D'autres puissances que l'Irak aspirent localement à jouer un rôle de leadership; la Syrie ne cache pas ses ambitions, y compris territoriales, sur le Liban; l'Iran, ruiné par la guerre avec l'Irak et par son isolement fait tout pour rattraper le temps perdu dans la course à l'hégémonie locale; l'Arabie Saoudite règne en maître sur le plan financier, mais l'intégrisme, dont le développement reflète aussi les effets de la crise capitaliste, commence aussi à remettre en question le monopole du pouvoir de la famille royale; Israël, bénéficiant de la puissante aide américaine, s'acquitte toujours de son rôle de gendarme au service de l'impérialisme occidental. Les contradictions et les tensions entre Etats dans la région sont donc encore énormes, et la guerre contre l'Irak ne les a pas atténuées mais au contraire a accumulés et aggravés d'autres contradictions et antagonismes qui éclateront demain sous une forme ou l'autre, mais avec d'autant plus de violence qu'ils auront été contenus par la force.

Dans ce contexte explosif, la question palestinienne a toujours joué un rôle de détonateur et d'instabilité sociale. L'impérialisme, en réalité, se moque bien des revendications nationales palestiniennes, mais il peut aujourd'hui les utiliser sans crainte. L'époque où ces revendications appelaient à la destruction de l'Etat pied-noir d'Israël et s'inscrivaient dans la vague des révolutions nationales démocratiques des nations arabes soumise au joug colonial, dans les années cinquante, qui pouvait remettre en question l'existence de l'Etat d'Israël, gendarme de l'occident, est depuis longtemps révolue. Pour l'impérialisme, le problème palestinien, depuis que les bourgeoisies arabes ont abandonné toute prétention révolutionnaire panarabe et que les organisations palestiniennes se sont ralliées à la revendication d'un Etat palestinien croupin en Cisjordanie et à Gaza et ont accepté toutes les résolutions de l'ONU, ne représente plus un levier contre la présence d'Israël sur les terres de Palestine, mais reste une formidable bombe sociale amorcée dans tous les pays arabes où les palestiniens apatrides sont venus se réfugier et dont les répercussions dépassent ces pays eux-mêmes.

Après avoir été écrasées, humiliées, martyrisées par les troupes sionistes, par les milices chrétiennes, par celles d'Amal, par l'armée syrienne, par les fidèles du roi Hussein de Jordanie, après avoir été chassées d'un pays à l'autre, et dernièrement du Koweït, les masses palestiniennes apatrides constituent toujours autant un danger pour l'ordre social dans la région.

En fait elles sont prises dans un étau dont les mâchoires sont constituées d'un côté par les forces sionistes et de l'autre par les Etats arabes. Après les accords de Camp David, l'abandon du Sinaï (zone désertique qui dispersait trop le contrôle militaire des territoires conquis en 1967) a permis à Israël de concentrer son effort de colonisation "civile" sur les territoires occupés de Cisjordanie, de Gaza et du Golan. Sans compter l'importante communauté de colons implantés autour de Jérusalem, il y a actuellement 100 000 colons disséminés sur tout le territoire cisjordanien, et très profondément jusque sur la rive du Jourdain. Au Golan, se sont 12 000 colons qui se sont installés, et là non plus il n'est pas question pour eux et pour l'Etat sioniste

de renoncer à cette terre conquise par les armes. A Gaza, la forte concentration de population palestinienne rend plus mal aisée l'implantation de colonies sionistes, mais cette région est et restera un formidable réservoir de prolétaires taillables et corvéables à merci pour le capital israélien et que la répression de l'armée israélienne se charge de réduire au silence.

Quant aux Etats arabes, la question palestinienne n'a jamais été qu'un instrument tactique **au service de leurs propres intérêts nationaux** et de leur antagonisme avec Israël, la principale puissance militaire du Moyen-Orient, plateforme de l'impérialisme américain. Face aux palestiniens, les Etats arabes ont successivement utilisé l'argument de la mitraille et celui de la poignée de main entre "frères", au gré des circonstances, profitant pour cela de la servilité et de l'opportunisme honteux de l'OLP.

Au Liban, la situation est aujourd'hui la suivante. Après les multiples confrontations armées entre toutes les fractions du Liban, après les sanglantes et successives répressions des palestiniens réfugiés dans les camps de Beyrouth et la destruction de ceux-ci, après toutes les opérations militaires israéliennes au Liban, après l'installation permanente des forces armées syriennes contrôlant tout le nord du pays, après les missions de police de l'ONU (et de l'armée française en particulier) contre les forces palestiniennes et les masses arabes exploitées, est venu le temps pour la bourgeoisie de récolter les fruits de l'ordre bourgeois en restaurant un semblant d'unité nationale. Pour cela elle a proclamé la 11^{ème} République après les accords de Taëf, désarmé les milices (dont il est difficile d'évaluer l'application réelle), et renforcé l'armée libanaise, chargée non seulement de mettre fin à la guerre des clans, mais aussi de relancer **l'offensive sur les camps palestiniens** dans tout le pays. L'objectif de la bourgeoisie libanaise, toutes confessions confondues, est d'expulser du territoire près de 200 000 palestiniens, ce qui lui permettrait de renégocier avec Israël le contrôle du Sud Liban. L'armée libanaise a déjà engagée les combats à Saïda et resserre son étai autour des camps de Mieh Mieh et d'Aïn Eloueh.

Les Etats arabes ne se sont pas tenus à l'écart de cette évolution du Liban, sitôt proclamé l'avènement de la 11^{ème} République, des centaines de millions de dollars ont afflué de l'Arabie Saoudite et du gouvernement en exil du Koweït (sept. 1990)!

La guerre contre l'Irak a eut pour effet de chasser 300 000 palestiniens du Koweït. Ajoutés aux expulsés ou futurs expulsés du Liban, cela fait donc près d'un demi-million de palestiniens qui ont ou vont reprendre le chemin de l'exil. Tous ces nouveaux exilés affluent principalement en Jordanie, où la situation sociale devient de plus en plus explosive. Le chômage était de 20 % en 1990, 33 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (selon les critères de l'UNICEF), l'Etat, dont le budget annuel est de 1,67 milliards de dollars, n'a pas pu verser un sou des 1,5 milliards de dollars des intérêts de ses dettes. Les relations commerciales avec l'Irak, son principal partenaire commercial, ayant été réduites à néant, le capitalisme jordanien est entré dans une crise profonde qui mettra le prolétariat à rude épreuve.

En rétablissant l'ordre du Koweït au Liban, l'impérialisme ne peut se défaire des multiples bombes sociales qui parsèment la région, et en particulier la bombe palestinienne. Il ne peut que les déplacer d'un coin à un autre, tantôt les concentrer tantôt les éparpiller. Mais aujourd'hui, la Jordanie est en train de servir de nouveau réceptacle des contradictions capitalistes et des antagonismes sociaux au Moyen-Orient.

L'impérialisme ne pouvait donc intervenir militairement et massivement contre l'Irak sans tenter de neutraliser cette bombe sociale palestinienne qui cristallise et concentre toutes les contradictions sociales et politiques du Moyen-Orient.

Dans sa croisade pour le rétablissement de la "souveraineté nationale du Koweït", l'impérialisme, qui avait transformé sa guerre cynique en show à grand spectacle à destination des prolétaires chargés de faire la claque aux petits gars s'en allant combattre l'hydre mal-faisante nommée Saddam Hussein, avait donc promis que la question palestinienne serait aussi prise en considération par la démocratique Amérique, afin de satisfaire les Etats arabes touchés par le "mal palestinien". Cette promesse allait aussi à destination des masses arabes, dont l'impérialisme n'espérait pas le soutien, mais en espérait au moins la neutralisation.

Les Etats-Unis, qui depuis plusieurs années, avec le concours de Gorbatchev, avançaient l'idée d'une conférence sur le Moyen-Orient, ont profité du rapport de force imposé par leur intervention armée au Koweït pour relancer et concrétiser cette conférence. L'enjeu réel n'est pas de satisfaire les revendications palestiniennes, lesquelles se limitent aujourd'hui à la constitution d'un Etat-croupion dans les territoires occupés par Israël, mais de contrôler les rapports entre les différents pays antagonistes de la région. La valse des diplomates au Moyen-Orient (voir à ce propos "le prolétaire" no411) aura donc accouchée d'une Conférence à Madrid, sui-

vie d'un deuxième round clownesque à Washington, mais on cherche toujours une salle de libre pour la suite! Ces rencontres sordides, où les divers représentants passent leurs temps et énergie à discuter la symbolique de la disposition des chaises autour de la table de conférence sont présentées par les diplomates comme "la plus grande chance de réussite pour la paix au Moyen-Orient". Mais de quelle paix parle-t-on sinon de celle pour la stabilité de l'ordre impérialiste, et quelles sont donc les chances de réussite de ces conférences sinon celles de jeter de la poudre aux yeux des prolétaires arabes et palestiniens en leur faisant croire que leur libération se joue dans les salons de telle ou telle capitale autour d'une table de négociation?

La guerre du Golfe a peut-être permis à l'impérialisme d'éliminer un problème, celui d'une puissance régionale trop importante sur le plan militaire comme sur celui du pétrole, mais son résultat, visible dès aujourd'hui est celui d'un réaménagement des rapports de force locaux et donc de l'exacerbation de nouvelles contradictions et de nouveaux antagonismes. L'Irak est aujourd'hui à genoux, mais l'Iran après une période de négociation des vieux contentieux financiers et commerciaux, est en train de se rouvrir aux capitaux "sataniques" de l'occident et, sur le plan militaire, se prépare à devenir une puissance nucléaire, grâce à l'appui combiné de la Chine, du Pakistan, de la Corée du Nord, de l'Argentine et de l'Inde (mais gageons que "nos" spécialistes du nucléaire, sentant l'odeur du profit, s'intéresseront rapidement à la question). L'Iran suit ainsi l'exemple de l'Irak qui lui-même ne faisait qu'emboîter le pas à Israël possédant (secret de polichinelle) des centaines d'ogives nucléaires, dont plusieurs bombes à hydrogène, et qui les a déjà placées à deux reprises au moins sur leurs plateformes de lancement, en 1973 pendant la guerre du Kippour et il y a un an en prévision d'une riposte aux armes chimiques de l'Irak. Sur le plan purement militaire, les Etats de la région moyen-orientale sont très loin du désarmement! Tous ont accentué leur préparation militaire et renforcent leur armement.

Ce qui se passe au Moyen-Orient n'est que le fruit des contradictions capitalistes internationales, mais les répercussions de ces contradictions trouvent dans cette région une caisse de résonance qui les amplifient par cent. Aux contentieux du découpage colonial des frontières s'ajoutent les conflits sur la possession du pétrole, la misère des réfugiés, les oppressions de minorités nationales, les conflits de clans, les arriérations et les archaïsmes économiques et sociaux, la concurrence militaire, la bataille pour la possession de l'eau. Ce bel ensemble risque et subi sans cesse de puissantes explosions qui remettent en question les intérêts vitaux de l'impérialisme, dont le plus important est naturellement l'approvisionnement en pétrole. L'impérialisme veille donc tout particulièrement à ce que rien ne bouge qui pourrait rendre incertain cet approvisionnement et qui pourrait avoir des répercussions au-delà de cette zone, en direction de l'Asie, de l'Afrique ou du sud de l'URSS.

Le sort des palestiniens n'intéresse donc l'impérialisme que comme facteur de trouble qu'il faut neutraliser à défaut de pouvoir le détruire totalement. D'une façon aussi inique, le sort des palestiniens n'a jamais intéressés les Etats arabes "frères" que comme faire valoir de leurs propres intérêts nationaux. L'OLP s'est d'ailleurs parfaitement prêtée à ce petit jeu, en changeant d'alliance au gré des opportunités des Etats arabes.

La Conférence de Madrid, annoncée comme une grande victoire de la diplomatie américaine (celle qui a suivi la paix des cimetières dans le Golfe), n'est donc qu'une nouvelle tentative de museler les prolétaires palestiniens et du Moyen-Orient avec la complicité de leurs bourgeoisies respectives, et particulièrement de la bourgeoisie palestinienne. Celle-ci ne se cache plus pour tirer les ficelles, elle s'affiche ouvertement et se montre même ostensiblement derrière la délégation palestinienne de Madrid: "Cette délégation, au demeurant, semble fonctionner en étroite liaison avec la diaspora la plus influente: le "groupe de Londres" constitué de riches entrepreneurs, plus familiers des transactions que des positions doctrinales" ("L'Expansion", 23/01-5/02).

Cette bourgeoisie-là ne défend l'idée d'une autonomie palestinienne que pour pouvoir mieux pénétrer le marché du Moyen-Orient et en particulier pour pouvoir faire ses affaires avec Israël, sans se cacher et sans entraves politiques. Ce qu'elle réclame lorsqu'elle parle de "liberté pour les palestiniens", c'est la liberté du capitaliste; c'est la liberté de commerce; c'est la liberté de faire jeu égal avec le capitaliste sioniste; c'est donc l'abolition des entraves économiques dans les territoires occupés; c'est la liberté de pouvoir exploiter un prolétariat stabilisé et non pas vagabondant au gré des rapports de force militaires entre Etats ou milices. Elle cherche donc un terrain d'entente avec la bourgeoisie israélienne qui elle aussi veut faire tomber les entraves de l'embargo économique des pays arabes (1), même si celui-ci peut être souvent détourné par le biais de sociétés écran. C'est d'ailleurs ce qui peut faire la diffé-

rence entre les colombes et les faucons du sionisme, les premiers attachent un peu plus d'importance à l'expansion des capitaux dans la région, les seconds un peu plus à l'expansion des territoires. Si le boycott de la Ligue arabe était levé, les exportations israéliennes en produits manufacturés, qui s'élèvent aujourd'hui à 12 milliards, pourraient doubler. De quoi faire oublier la présence de notables palestiniens à la table de conférence!

La Conférence de Madrid est donc bien un leurre pour les prolétaires palestiniens et de tout le Moyen-Orient. De telles démarches diplomatiques, la classe ouvrière ne peut attendre qu'une entente entre bourgeoisies rivales, qui ont perdu depuis bien longtemps leur caractère national et démocratique révolutionnaire et qui ne cherchent plus qu'à défendre leurs intérêts capitalistes nationaux, qu'à contrôler le prolétariat et se protéger des explosions sociales et de la lutte de la classe ouvrière.

Le prolétariat palestinien et arabe ne pourra s'opposer avec succès à tous ces ennemis, "frères" ou impérialistes, que s'il rejette tout compromis avec sa bourgeoisie sous prétexte qu'elle brandit le drapeau de l'anti-impérialisme ou de l'antisionisme, que s'il s'écarte des voies réactionnaires que l'intégrisme religieux lui présente en alternative, que s'il combat toutes les illusions démocratiques. Pour cela il ne peut que choisir sa voie, **la voie de sa classe**, celle de la lutte de classe, celle de son unité de classe contre la classe bourgeoise dominante. Dans toutes ses nombreuses luttes, tant sur le terrain de la lutte contre l'oppression nationale que sur celui de l'exploitation salariée, il doit affirmer sa **propre identité de classe**, construire ses propres organismes de défense, indépendants des officines bourgeoises et petites-bourgeoises.

Dans cette lutte, le rôle du prolétariat des grands pays impérialistes est particulièrement important. De son propre combat contre sa bourgeoisie dépend la capacité de l'impérialisme à intervenir pour rétablir son ordre dans toutes les régions instables du monde. En affairant sa bourgeoisie par sa lutte de classe, le prolétariat des métropoles contribue à affaiblir l'impérialisme de son Etat bourgeois. La solidarité de classe avec les prolétaires palestiniens et du moyen-Orient, passe donc par la reprise de la lutte indépendante de la classe ouvrière.

Mais cette lutte de classe internationale que nous espérons voir revivre sans tarder, n'aura de perspective concrète que dans la mesure où le prolétariat aura su faire siennes les armes du communisme révolutionnaire et où le parti communiste mondial, que nous contribuons à construire, se sera montré, par sa lutte théorique, politique et pratique de défense quotidienne des intérêts prolétaires, l'organe dirigeant de la classe.

(1) En vertu de cet embargo, toute entreprise ayant des relations commerciales avec Israël est interdite de commerce dans les Etats arabes; c'est pourquoi d'ailleurs Pepsi-Cola, qui a respecté cet embargo, a pu remplacer Coca-Cola au Moyen-Orient!

SWISS CONECTION

Lors de sa récente intervention à la Commission des droits de l'homme, à Genève, Yasser Arafat s'est lancé dans un discours accusateur contre Israël et les moyens que l'Etat sioniste se donne pour assurer l'ordre dans les territoires occupés et terroriser les masses palestiniennes. Entre autre accusation, Arafat a fait mention de l'usage par l'armée et la police de bombes chimiques "dégoussées en lacrymogène". A cette accusation, la délégation israélienne a répondu qu'il ne s'agissait pas de gaz chimique, mais bien de lacrymogène (nuance!), "les mêmes qui sont utilisés à Zurich" ("Le Monde", 15/2/92)!

On sait justement que les gaz couramment utilisés lors des manifestations à Zurich par la police sont très sujets à contreverse quant à leur nature chimique exacte. On sait aussi que la police de Zurich tire les lacrymogènes à bout portant et à l'horizontale et ne se prive pas de faire usage de balles en caoutchouc, comme elle est spécialiste de la chasse aux jeunes et de l'infiltration des groupes "contestataires". En somme la police de Zurich est une bonne référence démocratique de la répression, et si les gaz lacrymogènes contre les jeunes de Zurich ont la caution de tous les démocrates et de leurs institutions de brigands, ils l'ont donc aussi pour Israël contre les "contestataires" et "terroristes" palestiniens.

Cette péripétie des couloirs de l'ONU confirme au moins une chose, c'est qu'en matière de répression, de lutte contre les exploités du monde entier, qu'il s'agisse de la Suisse au niveau de vie élevé ou des territoires occupés par Israël, la ficelle et l'armée bourgeoisies sont bien organisées par dessus les frontières. Dans sa lutte contre les prolétaires de tous les pays, la bourgeoisie mondiale a depuis longtemps mis en place ses réseaux et dispositifs de coordination et par ces moyens échange ses expériences et utilise les mêmes méthodes et le même matériel.

Textes du Parti Communiste International

DICTATURE PROLETARIENNE ET PARTI DE CLASSE

I

Toute lutte de classe est une lutte politique (Marx).

La lutte qui se limite à obtenir une répartition différente des gains économiques n'est pas encore une lutte politique, car elle n'est pas dirigée contre la structure sociale des rapports de production.

Le bouleversement des rapports de production propres à une époque sociale donnée et le renversement de la domination d'une classe déterminée sont l'aboutissement d'une lutte politique prolongée, qui connaît souvent des hauts et des bas. La clef de cette lutte, c'est la question de l'Etat, le problème: "Qui a le pouvoir?" (Lénine).

La lutte du prolétariat moderne se manifeste et se généralise comme lutte politique avec la formation et l'activité du **parti de classe**. La caractéristique spécifique de ce parti réside dans la thèse suivante: le développement achevé du système capitaliste industriel et du pouvoir bourgeois issu des révolutions libérales et démocratiques non seulement n'exclut pas historiquement, mais prépare et aiguise toujours davantage le contraste des intérêts de classe et son développement en guerre civile, en lutte armée.

II

Le parti communiste se définit par cette prévision et par ce programme. Tant que la bourgeoisie conserve le pouvoir, il remplit les tâches suivantes:

a) il élabore et diffuse la théorie du développement social, des lois économiques caractérisant le système actuel des rapports de production, des conflits de classe qu'ils engendrent, et enfin de l'Etat et de la révolution;

b) il assure l'unité et la persistance historique de l'organisation prolétarienne. L'unité ne consiste pas dans le regroupement matériel des couches ouvrières et semi-ouvrières qui, du fait même de la domination exercée par la classe exploiteuse, subissent l'influence de directions politiques et de méthodes d'action discordantes, mais dans l'étroite liaison internationale des avant-gardes pleinement orientées sur la ligne révolutionnaire intégrale. La **persistance** est la revendication continue de la ligne dialectique sans rupture qui relie entre elles les positions de critique et de lutte défendues par le mouvement dans la succession des différentes situations;

c) il prépare de longue main la mobilisation et l'offensive de classe en utilisant de façon appropriée toute possibilité de propagande, d'agitation et d'action dans toute lutte particulière déclenchée par les intérêts immédiats. Cette action culmine dans l'organisation d'un appareil illégal et insurrectionnel pour la conquête du pouvoir.

Quand les conditions générales et le degré de solidité organisationnelle, politique et tactique du parti de classe parviennent à déclencher la lutte générale pour le pouvoir, le parti qui a conduit la classe ouvrière à la victoire dans la guerre sociale la dirige également dans la tâche fondamentale qui consiste à briser et démolir les organes de défense armée et d'administration générale dont l'Etat capitaliste se compose, ainsi que le réseau d'organes, quels qu'ils soient, qui prétendent représenter des opinions ou des intérêts corporatifs par l'intermédiaire de corps de délégués. Qu'il prétende mensongèrement représenter la majorité des citoyens à quelque classe qu'ils appartiennent, ou qu'il soit la dictature plus ou moins avouée d'un appareil gouvernemental se prétendant investi d'une mission nationale, raciale ou social-populaire, l'Etat bourgeois de classe doit dans tous les cas être détruit; si cela ne se produit pas, c'est la révolution qui est écrasée.

III

Dans la phase historique qui suit le démantèlement de l'appareil de domination capitaliste, la tâche du parti politique ouvrier reste également fondamentale, puisque la lutte de classe continue, dialectiquement renversée.

La théorie communiste de l'Etat et de la révolution se caractérise avant tout par le fait qu'elle exclut toute possibilité d'adapter le mécanisme législatif et exécutif de l'Etat bourgeois à la transformation socialiste de l'économie (position social-démocrate). Mais elle exclut également qu'on puisse faire coïncider dans une brève crise violente la destruction de l'Etat et la transformation des rapports économiques traditionnels qu'il avait jusqu'au dernier moment défendus (position anarchiste). Elle n'admet pas davantage que le processus de constitution de la nouvelle organisation productive puisse être abandonné à l'action spontanée et éparpillée des producteurs (position syndicaliste).

Toute classe sociale dont le pouvoir a été renversé, même par la terreur, survit longtemps dans les tissus de l'organisme social et, loin d'abandonner ses espoirs de revanche, elle cherche à se réorganiser

politiquement et à rétablir sa domination de façon violente ou masquée. Elle a cessé d'être classe dominante pour devenir classe vaincue et dominée, mais elle n'a pas subitement disparu pour autant.

Avec l'organisation communiste, le prolétariat disparaîtra à son tour en tant que classe, en même temps que toutes les autres, mais dans le premier stade de l'époque post-capitaliste il s'organise lui-même en classe dominante (**Manifeste**). Au vieil Etat bourgeois détruit succède le nouvel Etat prolétarien, la dictature du prolétariat.

Pour dépasser le système capitaliste, la première condition était le renversement du pouvoir bourgeois et de son Etat. Pour transformer profondément et radicalement la société, la condition est la création d'un appareil d'Etat nouveau, prolétarien, capable comme tout autre Etat historique d'employer la force et la contrainte.

L'existence de cet appareil caractérise non pas la société communiste, mais sa phase de construction. Lorsque celle-ci est achevée, il ne subsiste plus ni classes ni domination de classe. Mais l'organe de domination de classe est l'Etat, et l'Etat ne peut être autre chose. C'est pourquoi l'Etat prolétarien préconisé par les communistes (sans que cette revendication ait le moins du monde la valeur d'une croyance mystique, d'un **absolu**, d'un **idéal**) sera un instrument dialectique, une arme de classe qui se dissoudra progressivement (Engels) au travers de la réalisation même de ses fonctions, au fur et à mesure que l'organisation sociale se transformera, au cours d'un long processus, de système social de contrainte sur les hommes (ce qu'elle a toujours été depuis la préhistoire), en réseau unitaire et scientifiquement construit d'administration des choses et des forces naturelles.

IV

Le rôle de l'Etat à l'égard des classes sociales et des organisations collectives après la victoire du prolétariat présente des différences nombreuses et fondamentales avec ce qu'il fut dans l'histoire des régimes issus de la révolution bourgeoise.

a) Avant la lutte et la victoire finale, l'idéologie révolutionnaire bourgeoise présentait son futur Etat post-féodal non point comme un Etat de classe, mais comme l'Etat **populaire** fondé sur l'abolition de toute inégalité devant la loi qui, à l'en croire, suffirait à assurer la liberté et l'égalité de tous les membres de la société.

La théorie prolétarienne proclame ouvertement que son Etat à venir sera un Etat de classe, c'est-à-dire, tant que les classes subsisteront, un instrument dans les mains d'une seule classe. En principe comme en fait, les autres classes seront exclues de l'Etat, mises "hors-la-loi". Parvenue au pouvoir, la classe ouvrière "ne partagera celui-ci avec personne" (Lénine).

b) Après la victoire politique de la bourgeoisie, et dans la tradition d'une campagne idéologique tenace, on proclama solennellement, dans les différents pays, comme base et fondement de l'Etat, des chartes constitutionnelles ou des déclarations de principe considérées comme immuables dans le temps, comme l'expression définitive des règles immanentes enfin découvertes de la vie sociale. Dès lors, tout le jeu des forces politiques devrait se dérouler dans les limites infranchissables de ces statuts.

Dans la lutte contre le régime actuel, l'Etat prolétarien futur n'est nullement présenté comme la réalisation fixe et stable d'un ensemble de règles des rapports sociaux déduites d'une recherche idéale sur la nature de l'homme et de la société. Au cours de son existence, l'Etat ouvrier évoluera incessamment jusqu'à la dissolution finale: la nature de l'organisation sociale, de l'association humaine, changera radicalement avec les modifications de la technique et des forces de production, et la nature de l'homme se modifiera tout aussi profondément, en s'éloignant toujours davantage de la bête de somme et de l'esclave qu'il était. C'est une absurdité de penser que la révolution communiste proclamera une constitution codifiée et permanente: pareille revendication ne peut figurer dans le programme communiste. Techniquement il conviendra d'adopter des règles écrites qui n'auront toutefois rien d'intangible, mais garderont un caractère "instrumental" et transitoire, en laissant de côté les facéties sur l'éthique sociale et le droit naturel.

c) Après avoir conquis et même brisé l'appareil féodal de pouvoir, la classe capitaliste victorieuse n'hésita pas à employer la force de l'Etat pour réprimer les tentatives contre-révolutionnaires de restauration. Pourtant, même les mesures les plus résolument terroristes ne furent pas justifiées ouvertement par les nécessités de la lutte contre les ennemis de classe du capitalisme. Elles furent présentées comme des mesures dirigées contre les **traîtres** au peuple, à la nation, à la patrie, à la société civile, tous concepts vides désignant en réalité l'Etat lui-même et même, tout

simplement, le gouvernement et le parti au pouvoir.

En se servant de son Etat "pour écraser la résistance inévitable et désespérée de la bourgeoisie" (Lénine), le prolétariat vainqueur frappera les anciens maîtres et leurs derniers partisans chaque fois que, défendant logiquement leurs intérêts de classe, ils s'opposent aux mesures destinées à extirper le privilège économique. Ces éléments sociaux seront maintenus hors de l'appareil du pouvoir révolutionnaire dans une position passive: chaque fois qu'ils chercheront à sortir de cette passivité imposée, la force matérielle les pliera. Ils ne participeront à aucun "contrat social", n'auront aucun "devoir légal ou patriotique". Véritables prisonniers de guerre sociale (tout comme le furent pour la bourgeoisie jacobine les ci-devant aristocrates et membres du clergé), ils n'auront rien à **trahir**, car on ne leur aura demandé aucun ridicule serment de loyauté.

d) L'éclat historique des assemblées populaires et des conventions démocratiques ne saurait dissimuler le fait que, dès sa naissance, l'Etat bourgeois constitua des corps armés et une police pour la lutte intérieure et extérieure contre les forces d'ancien régime, et se hâta de remplacer le gibet par la guillotine. Cet appareil exécutif était chargé d'administrer la force légale aussi bien sur le plan historique général que contre les violations isolées des règles d'attribution et d'échange propres à l'économie fondée sur la propriété privée. Il est donc parfaitement naturel qu'il ait agi contre les premiers mouvements prolétariens qui, ne serait-ce qu'instinctivement, menaçaient les formes bourgeoises de production. La réalité imposante du nouveau dualisme social fut dissimulée par le jeu de l'appareil "législatif" qui prétendait assurer la participation de tous les citoyens et de toutes les opinions de parti à l'Etat et à sa direction dans de parfaites conditions d'équilibre et de paix sociale.

En tant que dictature ouverte de classe, l'Etat prolétarien ne présentera pas de séparation entre les deux stades, législatif et exécutif, du pouvoir, qui seront réunis dans les mêmes organes. La distinction entre législatif et exécutif est en effet propre au régime qui dissimule et protège la dictature d'une seule classe sous des structures extérieures émanant de plusieurs classes et de plusieurs partis. "La Commune ne fut pas une corporation parlementaire, mais un organe de travail" (Marx).

e) En parfaite cohérence avec une idéologie individuelle que la fiction théorique étend indistinctement à tous les citoyens, et qui est le reflet mental d'une économie réelle fondée sur le monopole de la propriété privée par une classe, l'Etat bourgeois dans sa forme classique ne voulut pas admettre entre l'individu isolé et le centre du pouvoir d'Etat légal d'autres organisations intermédiaires que les assemblées constitutionnelles élues. Il toléra les clubs et les partis politiques, nécessaires durant la phase insurrectionnelle, en vertu de l'affirmation démagogique de la liberté de pensée et en tant que simples groupements confessionnels et agences électorales. Dans une seconde phase, la réalité de la répression de classe contraignit l'Etat à tolérer les associations d'intérêts économiques, les syndicats ouvriers, dont il se défiait comme d'un "Etat dans l'Etat". Finalement, les capitalistes adoptèrent les formes de la solidarité syndicale dans leurs propres buts de classe, tandis que l'Etat bourgeois entreprenait par ailleurs d'absorber et de stériliser les syndicats ouvriers sous prétexte de **reconnaissance légale**, les privant de toute autonomie pour empêcher que le parti révolutionnaire n'en prenne la direction.

Les syndicats de travailleurs subsisteront dans l'Etat prolétarien, dans la mesure où subsisteront des employeurs ou du moins des entreprises impersonnelles dont les ouvriers resteront des salariés payés en monnaie. Leur fonction sera de protéger le niveau de vie de la classe travailleuse, leur action étant en cela parallèle à celle du parti et de l'Etat. Les syndicats des catégories non ouvrières seront interdits. En fait, sur le terrain de la distribution des revenus entre classe ouvrière et classes non prolétariennes ou semi-prolétariennes, le traitement du travailleur pourrait être menacé par d'autres considérations que les exigences supérieures de la lutte révolutionnaire générale contre le capitalisme international. Mais cette dernière possibilité, qui subsistera longtemps, justifie le rôle de second plan du syndicat par rapport au parti politique communiste, avant-garde révolutionnaire internationale, formant un tout unitaire avec les partis en lutte dans les pays encore capitalistes, et ayant en tant que telle la direction de l'Etat ouvrier.

L'Etat prolétarien ne peut être animé que par un parti, et cela n'aurait aucun sens dépassant la conjoncture concrète d'exiger que ce parti encadre une majorité statistique, ou soit appuyé par une telle majorité dans les "consultations populaires",

vieux piège bourgeois. Parmi les possibilités historiques, il faut compter l'existence de partis politiques composés en apparence de prolétaires, mais subissant l'influence des traditions contre-révolutionnaires ou des capitalismes extérieurs. Cette contradiction, la plus dangereuse de toutes, ne peut être résolue par la reconnaissance de "droits formels", ni par des consultations dans le cadre d'une abstraite "démocratie au sein de la classe". Si elle se présente, il s'agira là encore d'une crise à liquider sur le terrain des rapports de forces. Il n'existe pas de système statistique capable de garantir la bonne solution révolutionnaire; celle-ci dépendra uniquement du degré de solidité et de clarté du mouvement révolutionnaire communiste dans le monde. Il y a un siècle en Occident et une cinquantaine d'années dans l'empire tsariste, les marxistes eurent raison d'objecter aux démocrates naïfs que les capitalistes et les propriétaires sont la minorité et que donc le seul véritable régime de la majorité est celui des travailleurs. Si le mot de démocratie signifiait pouvoir du plus grand nombre, les démocrates devraient se mettre de notre côté de classe. Mais aussi bien au sens littéral ("pouvoir du peuple") que dans le sens usuel qu'on en fait de plus en plus, le mot démocratie signifie "pouvoir appartenant non à une seule classe, mais à toutes". C'est pour cette raison historique que, repoussant avec Lénine "la démocratie bourgeoise" et la "démocratie en général", nous devons exclure politiquement et théoriquement cette contradiction dans les termes qu'est la "démocratie de classe" ou la "démocratie ouvrière".

La dictature préconisée par le marxisme est nécessaire dans la mesure même où elle ne peut pas être unanimement acceptée, et elle ne saurait non plus avoir la naïveté d'abdiquer faute d'avoir rallié la majorité des suffrages. Elle risquera d'autant moins d'être confondue avec une dictature d'hommes et de groupes qui auraient pris le contrôle du gouvernement et se seraient substitués à la classe ouvrière, qu'elle proclamera plus ouvertement cette vérité. A la révolution il faut la dictature, parce qu'il serait ridicule de la subordonner à 100% ou à 51% des opinions. Là où on exhibe de pareils chiffres, c'est que la révolution a été trahie.

En conclusion, le parti communiste gouvernera seul et n'abandonnera jamais le pouvoir sans une lutte matérielle. Cette affirmation courageuse de la volonté de ne pas céder à la tromperie des chiffres et de ne pas en faire usage aidera à lutter contre la dégénérescence de la révolution.

Au stade supérieur du communisme, qui ne connaît plus ni production marchande, ni monnaie, ni nations, et qui verra d'ailleurs la mort de l'Etat, les syndicats perdront leur raison d'être. Comme organisation de combat, le parti sera nécessaire tant qu'existeront dans le monde des résidus de capitalisme. De plus, il conservera toujours la tâche de dépositaire et propagateur de la doctrine sociale donnant une vision générale du développement des rapports entre la société humaine et la nature matérielle.

V

La conception marxiste, qui remplace les assemblées parlementaires par des organes de travail, ne nous ramène pas non plus à une "démocratie économique" qui adapterait les organes de l'Etat aux lieux de travail, aux unités productives ou commerciales, etc., éliminant de toute fonction représentative les patrons subsistants et les individualités économiques disposant encore d'une propriété. La suppression du patron et du propriétaire n'est encore que la moitié du socialisme; l'autre moitié, et la plus expressive, consiste dans l'élimination de l'**anarchie économique capitaliste** (Marx). Quand la nouvelle organisation socialiste naîtra et grandira - le parti et l'Etat révolutionnaire étant, dans cette phase, au premier plan - on ne se limitera pas à frapper les patrons et leurs contremaîtres d'antan: on redistribuera de façon entièrement originale et nouvelle les tâches et les charges sociales entre les individus.

Le réseau d'entreprises et de services, tel qu'il aura été hérité du capitalisme, ne pourra donc pas être mis à la base d'un appareil de "souveraineté", c'est-à-dire de délégation de pouvoirs à l'intérieur de l'Etat et jusqu'à ses organes centraux. C'est justement la présence de l'Etat d'une classe unique et du parti fortement et qualitativement unitaire et homogène qui offrira le maximum de conditions favorables pour la réorganisation de la machine sociale, en réduisant au minimum la pression des intérêts limités des petits groupes, et en donnant le maximum de poids aux données générales et à leur étude scientifique pour le bien-être collectif. Les changements dans la machine productive seront énormes: il suffit de penser au programme de renversement des rapports entre ville et campagne sur lequel Marx et Engels ont tant insisté et qui est en totale opposition avec la ten-

dance qui triomphe actuellement dans tous les pays connus.

Le réseau calqué sur les lieux de travail est une formule insuffisante qui ne fait que recopier les vieilles positions proudhoniennes et lassaliennes que le marxisme a depuis longtemps rejetées et dépassées.

VI

La définition des types de liaison entre la base et les organes centraux de l'Etat de classe dépend surtout des apports de la dialectique historique et ne peut être déduite ni de "principes éternels", ni du "droit naturel" ou d'une Constitution sacrée et inviolable. Tout détail en cette matière serait pur utopisme. Il n'y a pas un grain d'utopisme chez Marx, dit Engels. Même l'idée de la fameuse délégation de pouvoir de l'individu isolé (l'électeur) par un acte platonique dérivant de sa libre opinion doit être laissée aux brumes de la métaphysique. L'opinion est en réalité le reflet des conditions matérielles et des formes sociales, et le pouvoir, une intervention de force physique.

La caractéristique négative de la dictature ouvrière est nettement établie: bourgeois et semi-bourgeois n'auront plus de droits politiques, on les empêchera par la force de se réunir en corps d'intérêts communs ou en groupes d'agitation politique, ils ne pourront jamais voter, élire ni déléguer qui que ce soit à quelque "poste" ou fonction que ce soit; mais même le rapport entre le travailleur, membre reconnu et actif de la classe au pouvoir, et l'appareil d'Etat, perdra le caractère factice et trompeur d'une délégation de pouvoir, d'une représentation par l'intermédiaire d'un député, d'une liste, d'un parti. Déléguer, c'est en effet renoncer à la possibilité d'une action directe, et la prétendue "souveraineté" du droit démocratique n'est qu'une abdication, le plus souvent en faveur de filous.

Les membres travailleurs de la société se regrouperont en organismes locaux et territoriaux en fonction de leur domicile et, dans certains cas, des déplacements que leur imposera leur participation à la machine productive en pleine transformation. C'est par leur action ininterrompue et continue

que la participation de tous les éléments sociaux actifs aux rouages de l'appareil d'Etat, et donc à la gestion et à l'exercice du pouvoir de classe, sera assurée. Dresser le plan de ces rouages avant que le rapport de classe dont ils naîtront se soit concrètement déterminé est chose impossible.

VII

La Commune établit comme critère de la plus haute importance (Marx, Engels, Lénine) que ses membres et fonctionnaires seraient révocables à tout moment et que leur traitement ne dépasserait pas le salaire ouvrier moyen. Toute séparation entre producteurs à la périphérie et bureaucraties au centre est ainsi abolie au moyen de rotations systématiques. Le service de l'Etat devra cesser d'être une carrière et même une profession. Il est certain qu'en pratique ces contrôles créeront des difficultés insurmontables, mais Lénine a depuis longtemps exprimé son mépris pour des projets de révolution sans difficultés! Les conflits inévitables ne seront pas complètement résolus à coups de règlements: ils constitueront un problème historique et politique, ils définiront un rapport de forces réel. La révolution bolchévique ne s'est pas arrêtée devant l'Assemblée constituante, mais l'a dissoute. Les conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats étaient nés. Ces organes d'Etat de type original surgis dans l'incendie de la guerre sociale (et déjà présents dans la révolution de 1905) s'étendaient du village au pays entier par une succession d'unités territoriales de plus en plus vastes; leur formation ne répondait à aucun des préjugés sur le "droit des hommes" et le "suffrage universel, direct et secret".

Le parti communiste déclenche la guerre civile et la gagne, occupe les positions-clés au sens militaire et social, multiplie par mille ses moyens de propagande et d'agitation en conquérant les bâtiments et édifices publics, forme sans perdre de temps en procédures les "corps d'ouvriers armés" dont parle Lénine. Aux assemblées des Soviets, il devient majorité sur le mot d'ordre: "Tout le pouvoir aux soviets!". Cette majorité est-elle un fait juridique, froidement et banalement numérique?

Nullement. Quiconque - espion ou travailleur sincère mais trompé - vote pour que le Soviet renonce au pouvoir conquis grâce au sang versé par les combattants prolétaires ou pour qu'il en trafique avec l'ennemi, sera expulsé à coups de crosse par ses camarades de lutte. Et on ne perdra pas de temps à le compter dans une minorité légale, hypocrisie coupable dont la révolution n'a pas besoin, alors que la contre-révolution s'en nourrit.

VIII

Sur les mêmes lignes fondamentales, des données historiques différentes de celles de 1917 en Russie - chute toute récente du despotisme féodal, guerre désastreuse, rôle des chefs opportunistes - pourront déterminer d'autres configurations pratiques du réseau de base de l'Etat. Depuis qu'il a rejeté l'utopisme, le mouvement prolétarien trouve sa voie et assure son succès grâce à l'expérience exacte non seulement du mode de production et de la structure de l'Etat actuels, mais aussi des erreurs de stratégie de la révolution prolétarienne, aussi bien dans la guerre sociale "chaude" - dans laquelle les fédérés de 1871 tombèrent glorieusement - que dans la guerre sociale "froide" où nous avons perdu, entre 1917 et 1926, la grande bataille de Russie opposant l'Internationale de Lénine au capitalisme du monde entier soutenu au premier rang par la misérable complicité de tous les opportunistes.

Les communistes n'ont pas de constitutions codifiées à proposer. Ils ont un monde de mensonges et de constitutions cristallisées dans le droit et dans la force de la classe domoïnante à abattre. Ils savent que seul un appareil révolutionnaire et totalitaire de force et de pouvoir, sans exclusion d'aucun moyen, pourra empêcher que les infâmes résidus d'une époque de barbarie ressurgissent et qu'affamé de vengeance et de servitude, le monstre du privilège social relève la tête, lançant pour la millième fois le cri menteur de Liberté!

(tiré de notre brochure "Parti et classe", n°2 de la série "Les textes du Parti Communiste International").

CORRESPONDANCES

Contre l'isolement carcéral

Nous avons reçu dans notre courrier l'annonce de la création d'une Coordination Nationale contre la pratique de l'isolement des prisonniers qui ne se soumettent pas à la discipline carcérale. La plate-forme de cette Coordination dit entre autres:

"Si le nombre réel des prisonniers à l'isolement reste occulté par l'Administration Pénitentiaire, les objectifs qu'elle poursuit à travers cet emploi sont eux très clairs: isoler les prisonniers contestataires les uns des autres et du reste des prisonniers, puis les plier à son autorité; court-circuiter ainsi toute collectivisation des détenus dans la défense de leurs intérêts.

Ainsi sont placés à l'isolement les détenus les plus déterminés à remettre en cause leur situation, personnelle ou collective: qu'ils refusent les conditions de détention à l'intérieur des prisons, qu'ils refusent de se soumettre aux décisions de la Justice ou à ses lois, qu'ils refusent de se renier et revendiquent ce qu'ils sont et ce qu'ils ont fait, ou contestent ouvertement les institutions et l'ordre social qui les a poussés dans l'illégalité et la délinquance.

Car, comme l'est l'écrasante majorité de la population pénale, les détenus à l'isolement sont principalement des prolétaires qui, eux, refusent de se faire acculer toujours plus loin par les politiques des gouvernements successifs; politiques de "rigueur" qui poussent dans la précarisation, le chômage et la marginalisation de millions d'ouvriers (dont en particulier les jeunes et les immigrés) et qui en emprisonnent toujours davantage pour se prévenir des problèmes et des tensions qu'ils provoquent. Sont placés à l'isolement les prisonniers qui refusent de "jouer le jeu" selon des règles qui ne sont pas les leurs et qui le manifestent à travers des moyens à leurs portées; ainsi on y trouve les grévistes de la faim, des évadés repris, des mutins désignés comme "responsables" des nombreuses révoltes qui ont secoué le système carcéral français, des prisonniers politiques..."

Dans un tract, cette Coordination rappelle que:

"Pourtant il n'y a pas que dans les prisons que ça va mal. De l'autre côté des murs, parmi les travailleurs, les petits paysans, les employés, les millions de chômeurs, nous sommes de plus en plus nombreux à ressentir durement les mauvais coups des gouvernements successifs. On ne nous parle même plus la fameuse "prochaine sortie du tunnel". Les licenciements massifs, la hausse du chômage et du coût de la vie, les expulsions, la répression galopante annoncent une décennie très douloureuse si on ne redresse pas la tête.

Il nous faudra résister. Résister dans nos usines, dans nos bureaux. Résister chaque fois qu'il le faudra, avec les moyens du bord. Mais surtout résister ensemble en faisant montre d'une solidarité de classe dépassant la seule dimension catégorielle (...).

POUR LA SUPPRESSION TOTALE ET DEFINITIVE DE L'ISOLEMENT! AGISSONS!"

Nous ne pouvons que partager cet appel, tout en avvertissant que la suppression définitive de l'isolement, et aussi des prisons pour les prolétaires, ne pourra avoir lieu qu'en détruisant l'infâme ordre bourgeois.

(adresse de cette Coordination: CACI c/o Kalimero bp 21 59007 Lille cedex)

Solidarité avec Joël Lamy

Dans le dernier numéro du journal, nous avons reproduit de larges extraits de la déclaration de J.L. devant le tribunal de Caen et d'un appel par tract à la solidarité. Un collectif s'est mis en place depuis lors pour défendre J.L. et il rappelle dans un tract que cette répression n'est pas à prendre comme cas isolé. Bien au contraire, la bourgeoisie, qui couvre toutes les "bavures" policières contre les simples travailleurs, prépare une offensive contre la classe ouvrière et utilise des cas comme celui de J.L. comme intimidation contre tous les travailleurs qui se battent pour défendre leurs intérêts immédiats de classe.

"Cette répression contre des militants ouvriers n'est pas chose nouvelle: à l'occasion de grèves ou de simples mouvements revendicatifs, les licenciements frappent plusieurs milliers d'ouvriers tous les ans. Mais la lourde condamnation de Joël Lamy à la suite d'une grève exemplaire par sa durée, son caractère déterminé et l'organisation d'une solidarité active des travailleurs caennais marque une escalade dans la répression.

Il se trouve que les vagues de restructurations qui s'annoncent dans tous les secteurs de l'industrie, ainsi que la politique de dévalorisation des salaires, provoqueront inmanquablement de nouvelles vagues de grèves; nul doute qu'elles seront plus durement matées au nom de l'intérêt de l'entreprise et de la nation. Nul doute, non plus, que les militants ouvriers qui tenteront d'organiser les conflits dans le sens d'une recomposition du mouvement de classe à l'échelon local et national seront les premiers et les plus sévèrement exposés à la vindicte du patronat et de l'Etat (...).

Nous tous qui avons connu des expériences politiques et syndicales différentes mais sommes résolument

anti-capitalistes et rejetons la social-démocratie, nous décidons:

-d'effectuer une un travail de soutien pratique à notre camarade Joël Lamy, condamné à titre d'exemple pour son action politico-syndicale combative dans le mouvement ouvrier caennais,

-d'effectuer une campagne aux portes des grandes entreprises de la région parisienne sur les bases ci-dessus définies,

-d'assurer un suivi des échos de ce travail devant les entreprises de la région parisienne,

-de prendre en commun toutes les autres initiatives allant dans le sens des tâches ici définies".

RECRUESCENCE DU CHOMAGE

Pour le capitalisme mondial, l'euphorie de la reprise de 87, dopée par la soudaine frénésie des banques centrales pour faire fonctionner la planche à billet, laisse la place à une mauvaise gueule de bois. Les marchés s'écroulent, la croissance baisse, ralentit ou s'écroule. La production capitaliste qui ne peut subvenir aux besoins de l'humanité, qui ne peut garantir la sécurité des prolétaires, qui ne mène finalement qu'à la guerre entre puissances concurrentes, entraîne la classe ouvrière vers de nouveaux sacrifices, vers une nouvelle rigueur, vers une insécurité plus grande encore.

Le bal des fermetures d'entreprises, des restructurations, des faillites, etc, a repris de plus belle. La conséquence pour les travailleurs est toujours la même, les licenciements se succèdent à grande allure. Les prévisions pour le chômage en France en 92, montrent que 3 millions de travailleurs seront sans emploi à la fin de l'année. Dans tous les pays l'augmentation du nombre de chômeurs suit une forte progression. Dans les pays de l'ex-"bloc soviétique" la situation est certainement la pire et les statistiques cachent encore certainement la réalité.

Pour les principaux pays capitaliste, l'OCDE prévoit les taux de chômage suivant en 1992:

Espagne	: 15,2%
Italie	: 10,8%
France	: 10,1%
Grande-Bretagne	: 9,9%
Etats-Unis	: 6,7%
Pays-Bas	: 6,4%
Allemagne	: 5%
Japon	: 2,3%
Moyenne OCDE	: 7,4%

Pologne: la démocratie à l'oeuvre

Fin juillet 1991, Walesa avait fait quelques déclarations fracassantes, qui ont fait frissonner les bons démocrates bourgeois car on ne dit pas tout haut certaines choses qui ne doivent pas sortir des cabinets ministériels et des officines politiques bourgeoises. Ces déclarations ne nous étonnent pas dans la mesure où le capital s'affuble de toutes les formes politiques pour maintenir sa domination et sauver sa stabilité, et où ce sont souvent les mêmes acteurs politiques qui opèrent ces changements formels de la politique bourgeoise. La démocratie a, inscrit dans ses gènes, cette particularité de pouvoir justifier son propre changement de forme, en passant d'une forme latente de la violence à celle d'une dictature du capital plus ouverte, au nom même des intérêts généraux de tous et de la sauvegarde des droits.

Walesa l'a parfaitement compris, mais son erreur pour ses acolytes mieux formés aux rouages complexes de la démocratie est de l'avoir dit sans fard. "Pour sauver la Pologne, je suis prêt à recourir à l'état d'exception au cas où j'aurais à faire face à l'anarchie, voire à de grandes grèves" déclarait-il le 25 juillet à un journal polonais, en poursuivant qu'il était prêt à tout pour "barre la route à l'anarchie pour faire triompher la démocratie" et pour "sauver le pays".

Depuis lors le "président-ouvrier" n'a cessé de réclamer plus de pouvoir. Les élections du 27 octobre ont montré que la bourgeoisie polonaise manquait d'unité et était bien incapable de promouvoir une politique de réformes cohérente dans le temps. Après le passage devant les urnes, la Diète est en effet constituée de 29 partis différents, dont le plus important n'a que 13 % des sièges!

La situation économique de ces dernières années est catastrophique et les répercussions sur les conditions de vie et de travail des prolétaires sont terribles. Le produit national brut a baissé de 11,6 % en 1990 et de 7 à 8 % en 1991, soit près de 20 % en deux ans. L'inflation qui était de 2500 % en 1989 est descendue à 250 % en 1990, mais le niveau de vie moyen a baissé de 30 à 40 % en 1990 ("Bilan économique et social 1990", "Le Monde"). La privatisation de l'industrie est devenue une vaste entreprise de liquidation des usines non rentables.

Des 6000 entreprises qui devaient être privatisées, 7 le seront effectivement et 4000 passeront à la casse. L'exemple de l'usine de tracteurs Ursus est typique. La bourgeoisie polonaise a fait miroiter aux prolétaires la venue salvatrice de capitaux occidentaux et de méthodes modernes de production, mais face à l'arrivage de l'appareil et des méthodes de production, les saints capitaux démocratiques se sont fait attendre et l'usine a mis à la rue les 9000 ouvriers qu'elle employait.

Le chômage officiellement s'élève à 11 %, mais sa progression est permanente et les 2.000.000 de chômeurs actuels ne sont pas encore la crête de la vague.

Bien que divisée en de multiples partis représentant autant d'intérêts particuliers que de groupes et sous-groupes sociaux, la bourgeoisie reste unie face au prolétariat. Pour étouffer les velléités de lutte des prolétaires polonais, elle dispose maintenant des efficaces courroies de transmission que sont les organisations syndicales converties à la démocratie et au partenariat social. Lorsqu'au début de l'année l'Etat a augmenté les tarifs du gaz, de l'électricité et de l'eau, ainsi que les prix sur le tabac et les boissons alcoolisées, les syndicats, Solidarnosc et l'OPZZ (l'ancien syndicat officiel), n'ont réagi que par de platoniques protestations. une grève entre midi et une heure de l'après-midi. Ils craignent comme la peste que les ouvriers de Pologne, aguerris à la lutte de classe dans les conditions les plus difficiles, ne se lancent hors de leur contrôle dans des grèves "incontrôlées". C'est le résultat de la démocratisation d'avoir tissés ces liens de collaboration entre les organisations syndicales ouvrières et l'Etat lui-même, tout en leur conservant une indépendance toute formelle et mystificatrice.

Ily a longtemps maintenant que les ouvriers polonais lui ont retiré leur confiance à leur ancien représentant syndical, devenu premier magistrat de Pologne, de même qu'à Solidarnosc qu'ils considèrent à juste titre devenu l'instrument du gouvernement pour faire accepter les sacrifices: cette organisation a perdu plus de 80% de ses membres!

Les prolétaires de Pologne se sont battus contre le soit-disant régime "communiste" avec l'espoir que la démocratie leur apporterait la sécurité matérielle et sociale, et les garantirait contre toute répression et toute forme de chantage social et politique. Ils savent maintenant qu'il n'en est rien, et que la démocratie est bien l'état de droit du capitalisme. Leur seul espoir, ils ne peuvent le placer que dans la lutte de classe indépendante, revenant pour cela à la tradition de lutte qui avait fait de leur mouvement le plus puissant et compact de la fin des années 70, mais avec la maturité politique supplémentaire acquise par l'expérience de la démocratie et du rôle de leurs prétendus "amis" dissidents et prêtres catholiques.

Nouvelles des luttes ouvrières dans le monde

ALBANIE

Des émeutes de la faim ont éclaté en Albanie pendant tout le mois de décembre. Au début du mois de graves troubles ont eu lieu dans la région de Kruja (60 km au nord de Tirana) et surtout dans la ville de Lac où ils ont fait deux morts. Les émeutes ont commencé après une déclaration du Premier Ministre selon qui il ne restait plus de farine que pour 6 jours dans le pays. Les émeutiers ont attaqué les dépôts de pain, les magasins et des usines; des affrontements aux explosifs et aux armes à feu auraient eu lieu. Réuni d'urgence le 7 décembre le gouvernement décidait d'envoyer d'urgence du pain et des vivres à Lac. Le soir même les troubles s'étendaient à la ville voisine de Rreshen, mais la police selon les communiqués gouvernementaux, aurait réussi à stopper les attaques contre les entrepôts. Le dimanche 8 décembre le gouvernement autorisait la police de tirer à vue sur les émeutiers et à Tirana même, c'est l'armée qui prenait en charge la distribution du pain, après que de nombreuses boutiques aient été dévastées. Dans la ville de Fushe-Arrëz l'incendie d'un dépôt de pain lors de son pillage a provoqué de nombreux morts. Un chômage d'environ 50% de la population active sévissait dans cette ville: "Si cela continue (...), certains seraient capables de mettre le feu aux mines et aux combinats!" rapporte "Le Monde" du 17/12. Les Mines de cuivre et les Combinats du bois seraient pratiquement arrêtés, faute de matières premières. Pour l'ensemble du pays, la baisse de la production est de 50% par rapport à l'année précédente et l'inflation de plus de 200%.

ETATS-UNIS

En dépit de la crise qui frappe les producteurs d'acier (l'ensemble de la branche a reporté une perte de plus d'un milliard de dollars pour 1991), une grève a éclaté dans une de ces compagnies sidérurgiques, la Lukens. Fin décembre plus de 1200 travailleurs étaient en grève depuis deux mois. La revendication principale est une hausse des salaires pour atteindre un niveau comparable à celui des salaires dans les grandes entreprises sidérurgiques.

ESPAGNE

Le gouvernement socialiste a engagé un nouveau

"plan de reconversion" qui, comme ses équivalents en France, a pour but de liquider les secteurs industriels insuffisamment rentables. Contre la disparition programmée de dizaines de milliers d'emplois de nombreuses actions, manifestations et grèves, ont lieu dans les Asturies, dans la région de Murcie, au Pays Basque. Comme en France également les directions syndicales sont capables d'accompagner ou d'organiser des actions dures, mais se gardent bien d'unifier les luttes.

A Madrid des grèves se déroulent dans le métro et dans le service des bus. Les conducteurs de bus protestent contre le licenciement de 27 délégués d'une organisation syndicale indépendante ("Plate-forme syndicale") pour avoir organisé une grève sans préavis ni service minimum le 15 janvier. Les grévistes affirment pouvoir faire grève pendant trois mois...

CHILI

Au début du mois de novembre les 3400 travailleurs de la seule entreprise sidérurgique du pays se sont mis en grève (Huachipato). Cette aciérie fait partie d'un des principaux groupes privés du Chili, dont le plus gros actionnaire est l'homme d'affaires suisse Schmidheiny. Cette grève, qui a contraint le Chili à importer de l'acier, était la première dans l'entreprise depuis 1979, et la plus longue grève du Chili depuis le départ de Pinochet. Au bout de 39 jours, les syndicats décidèrent d'accepter les propositions patronales à peine augmentées par rapport à leurs propositions de départ (4% d'augmentation et une prime anti-grève de 400\$ au lieu des 10% demandés). Cette décision d'interrompre la grève a été mal accueillie par les travailleurs les plus combattifs: des bagarres ont éclaté à l'annonce de cette décision.

INDE

Le 28 janvier, environ 140.000 travailleurs de 53 usines de textile de jute ont déclenché une grève dans la région de Calcutta. En 1984 les travailleurs du jute avaient déjà mené la plus longue grève de l'histoire de l'Inde (3 mois). La revendication de la grève porte sur des augmentations de salaire; les employeurs se disent disposés à résister car ils cherchent à faire dépendre le salaire des augmentations de productivité. La grève a stoppé la principale industrie de cette région de l'Inde et elle continue toujours à l'heure où nous écrivons.

COREE

En décembre les travailleurs de Hyundai, l'un des plus grands groupes industriels de Corée, entamèrent un mouvement de grève perliée pour obtenir des augmentations de salaires, des meilleures conditions de travail et la réintégration de militants syndicaux. Le 17 janvier Hyundai décidait le lock-out de ses usines, mais les travailleurs répliquaient en occupant l'usine géante de la ville de Ulsan. 3 à 4000 ouvriers, masqués et armés de barres d'acier, occupaient en permanence l'usine qu'ils avaient barricadée. Le 21 janvier des hélicoptères de police survolèrent l'usine, en posant l'ultimatum suivant: si les ouvriers ne quittaient pas l'usine, les 12.000 policiers anti-émeutes massés au portes de l'usine allaient donner l'assaut. Les ouvriers, au nombre de 1500 selon la presse, durent profiter de la nuit pour évacuer l'usine. Cette grève a donc été brisée et la fermeté demandée par le gouvernement aux patrons va s'en trouver renforcée. Cependant rien ne garantit que les nouveaux bonzes syndicaux mis en place depuis 2 ou 3 ans aient la possibilité de freiner le nouveau mouvement de grèves qui ne tardera sans doute pas à déferler sur la Corée.

ALLEMAGNE

Les difficultés économiques commencent à toucher la partie occidentale de l'Allemagne, dopée jusqu'ici par un véritable phagocytage du marché est-allemand. Le chômage augmente aussi à l'Ouest; mais les travailleurs ouest-allemands sont prêts à se lancer dans de grandes luttes, si l'on en juge d'après l'exemple des sidérurgistes. Les bonzes de l'IG Metall avaient été contraints de refuser les propositions patronales de 4%, puis de 5,7% d'augmentation des salaires. Un vote parmi les travailleurs, très fortement suivi (par exemple 91.338 votants sur 95.166 syndiqués dans la Ruhr), a donné 86,8% de votes favorables à la grève. Finalement un accord a été conclu au dernier moment entre patrons et bonzes, tous voulant éviter une grève, sur une augmentation de 5,9% des salaires. La grève a donc été vendue pour un supplément de 0,2% d'augmentation...

Le besoin d'une véritable organisation de lutte au service des travailleurs ne peut que devenir de plus en plus pressant pour que la détermination des prolétaires à la lutte se manifeste réellement dans les faits.

La boussole de la LCR

A l'approche du congrès de leur organisation, les trotskystes de la LCR s'interrogent. Que s'est-il passé au juste dans les pays de l'Est? Et que vont-ils devenir, eux les "anti-staliniens" officiels, maintenant que les petits-fils de Staline ont troqué leur vieille défroque "socialiste" usée jusqu'à la corde pour les habits neufs du Reaganisme?

Brûlantes questions. La minorité "de droite" de la LCR continue à prétendre qu'il y a eu (ou qu'il va y avoir d'un moment à l'autre) une révolution dans ces pays, puisque la démocratie y règne maintenant. La LCR doit donc continuer à proclamer son identité trotskyste, en bornant simplement son programme à la revendication de la démocratie bourgeoise!

La majorité est plus mélancolique: "A la différence de la minorité, nous devons reconnaître que nous n'avions pas prévu cette chute (des régimes dits staliniens) allait s'accompagner d'un renforcement considérable du capitalisme, à l'Est comme à l'Ouest"(1); et elle continue: "le constat est évident: le mouvement ouvrier et révolutionnaire est désormais sur la défensive, sans boussole et sans alternative".

Ainsi donc, pour nos disciples déçus de Trotsky, le "camp stalinien" était bel et bien un élément positif pour le "mouvement ouvrier et révolutionnaire", une alternative, une boussole! Nous l'avons toujours dit: le mouvement politique trotskyste, incapable de se tenir fermement aux positions révolutionnaires communistes, est très vite devenu le satellite, le flanc-garde des appareils de la contre-révolution stalinienne. En fai-

sant tomber les masques, la chute de celle-ci dans la poubelle de l'histoire entraîne avec elle le trotskysme.

Continuons en effet à lire le texte de la majorité:

"Dans un tel cadre, le clivage réforme-révolution reste pertinent à nos yeux"; oui, mais voilà: "le problème n'est pas là. Il s'agit de comprendre que des dizaines de milliers de gens veulent changer la société, construire le socialisme, mais que la distinction réforme-révolution ne deviendra pertinente, pour eux, qu'à l'occasion de nouvelles expériences" (Remarquons que le "clivage réforme-révolution" se transforme en simple "distinction", bref en une nuance sans grande importance).

Que les révolutionnaires soient ultraminoritaires, qui le niera? Que pour se convaincre que la révolution est une nécessité, les prolétaires (et pas "les gens" en général) dans leur masse aient besoin de dures et violentes expériences, ce n'est pas nous qui l'avons oublié. Mais le problème est ailleurs; pour les trotskystes, il a toujours été de savoir s'adapter au courant dominant et non pas de livrer bataille pour défendre les positions programmatiques révolutionnaires à contre-courant s'il le faut. Or, la disparition de la boussole stalinienne laisse sans référence des milliers, des dizaines de milliers de "gens" qui se soucient de la révolution comme de leur premier bulletin de vote. Pour la majorité de la LCR, il y a là une occasion à saisir, qui implique de renoncer à maintenir une organisation sur des bases marxistes révolutionnaires (ou prétendues telles). Au contraire "il y a place en France, pour un vrai parti de gauche, honnête, anti-capitaliste, féministe, internationaliste, dans lequel les révolutionnaires seraient sans doute minoritaires au départ. (...) A une nouvelle période, il faut un nouveau parti!"

Les partis d'origine stalinienne retournent leur veste et abandonnent les références usurpées au communisme; il est donc temps à l'opportuniste trotskyste de faire de même et de s'atteler à la construction d'un "vrai" parti réformiste (2).

L'honnête Krivine qui signe ce texte, reconnaît qu'il n'existe encore personne au PCF et au PS avec qui construire ce parti de faux jetons. La LCR doit donc "aider à la jonction entre les militants "traditionnels" (lire: les vieux crabes réformistes-Ndlr) et d'autres qui n'ont ni les mêmes traditions, ni la même culture, ni la même façon de faire de la politique (!), mais qui seront la force

majoritaire et dynamique du nouveau parti. C'est l'unité de cette démarche qui nous permet de débattre avec toutes les forces intéressées à la transformation de la société, dans le PC, dans le PS, à Refondations, avec d'autres, tout en intervenant dans les batailles de résistance à l'austérité, ou d'oeuvrer à la création d'un mouvement anti-fasciste et anti-raciste (...) dans le combat contre le Front National".

Selon sa majorité, la LCR doit donc servir d'agent-recruteur pour les réformistes traditionnels parmi les milieux où elle est présente, milieux où elle mène une activité pratique de "résistance" à l'austérité, et de défense de la démocratie bourgeoise ("anti-fascisme") bref une activité tout à fait compatible avec le réformisme, mais que les réformistes "traditionnels" trop discrédités par leur "façon de faire de la politique" n'ont plus la force d'accomplir.

Pour expliquer leurs sempiternelles propositions d'alliance aux réformistes, les trotskystes expliquaient autrefois qu'il s'agissait de les "mettre au pied du mur" pour les démasquer. Mais ce sont les trotskystes qui sont au pied du mur: réforme ou révolution?

Et démonstration est faite que la boussole de la LCR est - et a toujours été - orientée vers le pôle du réformisme, de la soumission à la société du capital.

(1) Toutes les citations sont tirées de "Rouge" N°1481, 6/2/92.

(2) Une troisième tendance se lamente de la disparition tant chez les majoritaires que les minoritaires, de la notion de "dictature du prolétariat" et de l'abandon par la majorité de la "nécessité de briser la machine d'Etat bourgeoise lors de la crise révolutionnaire". Mais elle ne peut opposer à ces abandons qu'un manifeste de la IVe Internationale en 1979. C'était l'époque de la renonciation ouverte par les PC de cette notion centrale du marxisme, qu'ils avaient renié en fait depuis belle lurette. Le manifeste de la IVe, tout en maintenant formellement la revendication de la Dictature du prolétariat, la vidait de toute substance pour en faire l'équivalent, à la façon des révisionnistes fustigés par Lénine, d'une démocratie illimitée. Ce n'est pas une telle planche pourrie qui pourrait empêcher la transformation en réformistes que redoutent les membres de cette tendance (voir la critique du manifeste de la IVe dans "Programme Communiste" N°78).

THERAPIE DE CHOC EN RUSSIE

(Suite de la page 4)

bureaucrates "communistes"; mais elles sont obligées de demander le report des mesures de libéralisation des prix(15).

Le mécontentement ne cesse pourtant de croître. Lors de sa visite à Paris, Boris Eltsine a déclaré lors d'un toast à la Mairie de Paris, que si les réformes actuelles échouaient, il pouvait "déjà sentir sur sa nuque le souffle de ceux qui portent des chemises noires et des chemises rouges".

Malheureusement, ceux qui portent des chemises rouges, c'est-à-dire les véritables communistes révolutionnaires ne pourront pas, en raison de la confusion politique laissée par 66 ans de contre-révolution, être en mesure avant toute une période de briser le cou du capitalisme.

La tâche gigantesque de rétablissement économique ne pouvant être ni brève ni facile, c'est l'annonce que la débile démocratie russe devra laisser la place à un régime autoritaire et dictatorial, que sans le vouloir a fait le représentant du capitalisme russe.

Mais la classe ouvrière sortira inévitablement de son abatement, et ce jour-là elle répondra à la thérapie de choc bourgeois par le choc de la lutte communiste si elle sait retrouver dans son propre passé les armes du combat et de la victoire.

- (1) "Financial Times", 9/12/91.
- (2) "International Herald Tribune", 27/1/92.
- (3) "F.T.", 21/1/92.
- (4) "Libération", 22/1/92. La déclaration de la représentante de la CEE se trouve dans le même journal, le 23/1 et le tableau des bailleurs de fonds à l'ex-URSS dans "Le Monde" du même jour.
- (5) "F.T.", 28/10/91.
- (6) Tribune de Y. Gaïdar, "F.T.", 22/1/92.
- (7) "N.M. Business" n°1, digest dans "Les Nouvelles de Moscou" n°3/92.
- (8) "I.H.T.", 29/1/92.
- (9) "F.T.", 18-19/1/92.
- (10) Le ministre des Affaires sociales et de l'emploi explique que selon les calculs antérieurs, 90% de la population était passé sous le seuil de pauvreté depuis les augmentations des prix; or il n'est pas possible d'assister plus de 25 à 30% de la population; ses services ont donc décidé d'élaborer un nouveau seuil, dit "seuil physiologique" de 550 Roubles, comprenant uniquement de la nourriture, et encore à des prix sous-évalués, selon "Le Monde" du 6/2/92.
- (11) "N.M. Business" n°2, digest dans "Les Nouvelles de Moscou" n°4/92.
- (12) ibidem.
- (13) Nous avons rappelé dans notre "Bilan d'une révolution" que Boukharine, s'opposant aux perspectives du "super-industrialisateur" Prébajensky - qui furent reprises ensuite par Staline - déclarait que si le prolétariat ne détruisait pas l'appareil économique de l'industrialisation forcée, "d'autres forces" le feraient. C'est finalement ce qui se passe aujourd'hui, après les premières mesures kroutchéviennes. cf "Bilan...", P.140.
- (14) "Aftenposten", 14/1/92; informations recueillies dans la "Circular Letter" n°4 de "Motiva Forlag" (Oslo).
- (15) "I.H.T.", 16/1/92. Voir aussi le plan présenté comme émanant des "mineurs de Vorkouta": "Les grèves font mal, il faut avancer", "Les Nouvelles de Moscou" N°2/92.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

4 et 5 ème listes 1991 :

Paris : 1700,- / A.B. : 600,- / Bouches-du-Rhône : 50,- / Abonné : 500,- / Ren. : 1000,- / Roger : 250,- / Le Havre : 10,-
TOTAL: 4110,- TOTAL GENERAL: 13993,- FF

SOUSCRIPTION PERMANENTE

1 ère liste 1992 :

Ren : 2000,- / Paris : 600,- / Anonyme: 200,- / A.B. : 300,- / Roger : 25,- / Abonné : 300,-
TOTAL: 3425,-

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
LA PRESSE INTERNATIONALE DU
PARTI !

"LE PROLETAIRE"
"PROGRAMME COMMUNISTE"
"IL COMUNISTA"
"EL PROGRAMA COMUNISTA"

"La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses cette idée - et précisément celle-là - de la révolution violente est à la base de toute la doctrine de Marx et Engels. La trahison de leur doctrine par les tendances social-chauvines et kautskistes, aujourd'hui prédominantes, s'exprime avec un relief singulier dans l'oubli par les partisans des unes comme les autres, de cette propagande, de cette agitation.

Sans révolution violente, il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois."

Lénine ("L'Etat et la Révolution")